

« *Parcours de vie : témoignages de Rennais d'origine étrangère* »,  
tome 2, est un recueil d'histoires personnelles.

Huit récits de femmes et d'hommes aujourd'hui installés  
à Rennes, qui ont ouvert les portes de leur mémoire  
pour raconter leurs souvenirs, parfois douloureux,  
toujours émouvants.

Il prend la suite du premier recueil, édité en 2005.

La Ville de Rennes a tenu à publier ces témoignages afin de  
montrer comment ces histoires – individuelles – contribuent  
à enrichir la mémoire – collective – de notre ville. Il s'agit de  
donner la parole à celles et ceux qui l'ont peu, afin de lutter  
contre l'ignorance, souvent à l'origine  
de malentendus et de discriminations.

Mais c'est également l'occasion pour chacun d'entre eux  
de laisser une trace en racontant sa propre histoire, parfois  
enfouie au plus profond de sa mémoire, afin qu'il puisse la  
transmettre à ses enfants et ses petits-enfants.

C'est aussi une façon de lutter contre l'oubli.

Celui de son origine, de sa culture,  
de son arrivée en France, de son intégration...

Car c'est bien de cela dont il est question dans ce livre :  
d'un itinéraire,  
d'un chemin qui mène d'une culture à une autre,  
à ce « vivre ensemble »,  
ce « vivre en intelligence ».



Parcours de vie

# Témoignages de Rennais d'origine étrangère

Tome 2



Parcours de vies :  
témoignages de Rennais d'origine étrangère  
*est un recueil d'histoires personnelles,  
huit récits de personnes aujourd'hui installées à Rennes,  
qui ont ouvert les portes de leur mémoire  
pour raconter leurs souvenirs,  
parfois douloureux, toujours émouvants.*



**Parcours de vie**

# Témoignages de Rennais d'origine étrangère

**Tome 2**

# Préface

C'est par des remerciements que nous ouvrons ce texte introductif.

Ils vont à Louis Cagniard qui, une nouvelle fois encore, a été la cheville ouvrière de cette seconde livraison de « Parcours de vie ».

Ils vont également aux étudiants qui l'ont aidé à recueillir et à retranscrire les propos des personnes interviewées.

Bien évidemment, nous avons une très grande reconnaissance pour celles-ci : Elles doivent considérer cette publication comme une récompense et la preuve que cette ville est aussi la leur.

Nous avons souhaité ces témoignages car l'Histoire de RENNES résulte de la trajectoire de chacune et de chacun. Tout parcours a ses particularités, tout spécialement lorsque l'on a dû quitter son Pays d'origine.

D'où vient-on ? Pourquoi a-t-on quitté la terre de ses ancêtres ? Qu'amène-t-on avec soi ? Qu'a-t-on trouvé ici ? Que fait-on ? A quel avenir aspire-t-on ?

Il existe une Civilisation. Elle est fondée sur le principe de la personnalité, de l'humanité.

Par contre il existe des cultures. A nous de les connaître, de les faire vivre dans le respect des principes essentiels.

C'est tout le sens de nos « Convergences culturelles », contribution au « Vivre en intelligence » rennais.

*Marie-Anne Chapdelaine*  
*Conseillère municipale déléguée*

*Edmond Hervé*  
*Maire de Rennes*

## Une action interculturelle et intergénérationnelle

Née du Comité consultatif des Rennais d'origine étrangère, à l'initiative de la Ville de Rennes, cette action a été menée dans le cadre de l'UAIR, l'Union des associations interculturelles de Rennes, et réalisée par l'AKIV, l'Association khmère d'Ille-et-Vilaine.

Elle fait suite au 1er tome paru en 2005 et s'adresse aux jeunes des écoles et des collèges de Rennes Métropole. Elle vient compléter la « mallette pédagogique » de l'UAIR. Elle aussi initiée dans le cadre du comité Consultatif des Rennais d'origine étrangère, cette mallette est destinée à faire découvrir aux enfants la diversité culturelle de notre pays.

### Une action interculturelle ?

Cette action voulait sensibiliser les enfants à la diversité des origines de chacun dans la métropole rennaise et la richesse qui en ressort. Elle souhaitait aussi apporter une part de connaissance de l'histoire des autres pour une meilleure reconnaissance de l'autre. Découvrir pour comprendre, c'est bien l'un des rôles de l'école.

### Une action intergénérationnelle ?

Ce travail a été confié à des jeunes, parfois eux-même issus de l'immigration. Les jeunes ont interrogé leurs aînés sur leur vie, faisant de ces récits une expérience à transmettre aux nouvelles générations. En agissant ainsi, les jeunes ont intégré une démarche citoyenne, où chacun occupe une place reconnue dans la cité. Ils préparent ainsi la ville de demain et y jouent déjà un rôle actif.

Ce sont ces deux objectifs qui ont été recherchés.

Nous remercions tous les acteurs bénévoles de cette action, les témoins récitant qui ont accepté de se livrer, ainsi que leurs associations respectives et les jeunes pour avoir consacré du temps et leurs efforts à rédiger chaque histoire. Sans ces jeunes, il n'y aurait pas d'avenir.

Nous remercions enfin la Ville de Rennes qui, une fois encore, a fourni les outils et les moyens nécessaires à la réalisation du projet. Nous remercions également Monsieur le Maire pour sa confiance et sa détermination, Madame Chapdelaine, élue en charge de l'intégration et de l'égalité des droits, pour son soutien et son enthousiasme, ainsi que les services techniques pour leur efficacité et leur gentillesse.

*Ahmed CHATMI*  
*Président de l'UAIR*

*Sopha MOEUR*  
*Président de l'AKIV*

# Parcours de vie

Aslan -----	p. 11
Khaled -----	p. 21
Lorraine -----	p. 31
Mohammed -----	p. 45
Perihan -----	p. 59
Sarun -----	p. 71
Shabnam -----	p. 91
Vilma -----	p. 101

# Aslan

---



*Ma famille devant notre maison après les bombardements*

Je m'appelle Aslan. Je suis né à Grozny (Tchéchénie) en 1964.

J'ai suivi des études classiques avant de préparer une formation de boulanger.

Le pays vivait alors sous le régime soviétique et les choses se déroulaient « normalement ». En 1987, les lois économiques ont évolué. Il est devenu possible d'ouvrir un commerce à titre personnel, et non plus sous le régime de la collectivité.

Avec ma femme, nous avons alors ouvert une boulangerie, fin 1989. Nous nous sommes mariés officiellement en 1993, mais nous travaillions déjà ensemble à l'époque. Mon épouse était alors sage-femme, mais elle a décidé de travailler elle aussi à la boulangerie.

Tout s'est bien déroulé jusqu'en 1994, date à laquelle a débuté un terrible conflit, la guerre entre les indépendantistes tchéchènes et l'armée russe.

## **Une famille dans la guerre**

A cette époque, la situation économique s'est dégradée. Faire du commerce est devenu très compliqué, voire dangereux. Les matières premières étaient réservées aux militaires. Les clients n'avaient pas d'argent.

Nous avons alors décidé de démonter le fournil. Celui-ci coûtait très cher. Pour éviter qu'il ne soit bombardé ou pillé, nous l'avons caché dans la cave.

Nous vivions alors du commerce de la farine, chaque famille cuisant elle-même son pain. Les habitants emmagasinaient des réserves chez eux afin de pouvoir tenir au cas où ils ne pourraient pas sortir pendant plusieurs jours.

Nous vivions aussi de nos économies. Nous avons fait des réserves. S'il le fallait, nous possédions quelques biens que nous espérons vendre pour vivre.

En 1996, le conflit s'est terminé. Les Russes ont quitté la Tchétchénie et le président Maskhadov est arrivé au pouvoir. La vie a repris son cours. J'ai remonté le fournil et ouvert à nouveau la boulangerie. J'ai revendu le matériel ancien et acheté du neuf pour être plus efficace.

A partir de 1997, je travaillais à plein régime. Les affaires marchaient bien. Le président Maskhadov s'est installé dans mon quartier, ce qui m'a amené une nouvelle clientèle. Mais le répit ne fut que de courte durée. Dès 1999, l'armée russe a mené de nouvelles actions contre les indépendantistes et a bombardé le pays.

La deuxième guerre de Tchétchénie a débuté en septembre 1999.

Conscient des problèmes, j'ai vu le conflit venir. Avec l'expérience de la première guerre, je savais que je risquais de tout perdre. En août 1999, j'ai décidé de vendre mon matériel de boulanger.

Le pays se trouvait alors dans une situation de désordre complet. Il régnait une instabilité permanente. Jusqu'en 2000, nous avons dû nous protéger, nous cacher et changer de lieu de vie dans des zones moins exposées aux bombardements. Nous sommes partis vivre à la campagne, dans le village d'origine de ma femme.

La capitale Grozny fut la première ville à être bombardée. Puis, le pays tout entier s'est trouvé sous les bombes. Pendant trois mois, le pays a connu des scènes horribles.

## **Torture et résistance**

Après avoir bombardé le pays, les Russes ont occupé le territoire et installé des postes militaires partout : dans chaque village, dans chaque quartier... Les soldats étaient très nombreux - environ 250 000 - alors que le pays ne comptait qu'un million d'habitants !

Les militaires étaient surtout actifs dans le sud du pays. Des rafles survenaient : il fallait trouver les résistants ! Absents des villages, ceux-ci se cachaient dans la montagne. En conséquence, l'armée russe avait décidé de faire peur. Elle raflait les jeunes hommes pour qu'ils n'aillent pas rejoindre le mouvement de la résistance. Les six premiers mois, ils étaient jetés dans des prisons improvisées. Tout bâtiment pouvait faire l'affaire : un poulailler, un atelier, un hangar, des camions, un container, etc. Si besoin, l'armée faisait creuser des fosses profondes pour y jeter les prisonniers, surveillés par des gardes armés.

Certains ont été torturés, toute la population était effrayée.

Au nord du pays, une base militaire a été constituée. Baptisée Ronkala, elle avait la réputation de faire disparaître beaucoup d'hommes...

A partir de l'année 2000, les Russes se sont mis à construire des prisons. Ensuite, ils ont autorisé les autorités internationales à venir visiter le pays, sous contrôle.

J'étais soupçonné de compter parmi les relations du président, en fuite avec les résistants dans la montagne. Comme je vivais dans le même quartier que lui à Grozny, je connaissais beaucoup de monde. Les Russes interprétaient mon absence comme un signe de ralliement à la résistance.



J'ai été « raflé » une première fois en janvier 2000. J'ai passé six jours dans une cave avec d'autres hommes. Ma famille a dû payer une rançon de 1100 \$ pour me faire sortir. C'était une somme considérable. Les familles se cotisaient pour libérer leurs membres. Par la suite, j'ai été plusieurs fois « raflé », mais relâché à la fin de la journée. Encore une fois, une rançon était demandée pour me libérer.



Certaines fois, j'aurais préféré mourir plutôt que de rester dans ces « prisons ». Tortures, humiliations... Aujourd'hui, les mots ne me viennent pas pour raconter. Je me plonge parfois dans un profond mutisme.

Pour faire pression sur les hommes qui se cachent, leurs femmes étaient régulièrement arrêtées. Mon épouse s'est interposée une fois pour empêcher les soldats de m'emmener. Elle a été violemment frappée et laissée au sol, sans connaissance. Par la suite, elle ne disait plus rien... D'autres femmes ont été enlevées, violées puis assassinées. Ce fut le cas de l'affaire Bodanov, du nom d'un militaire gradé russe, arrêté pour avoir violé puis étranglé une jeune fille. Il fut condamné à neuf années de prison, mais il fut le seul à être puni alors qu'il s'agissait d'une pratique courante dans l'armée et que beaucoup de soldats y participaient. L'affaire a été fortement médiatisée. En Russie, la télévision rapportait la tenue de manifestations auxquelles participaient des ministres pour soutenir les soldats, « injustement » condamnés dans cette sale guerre !

Les Russes voulaient frapper fortement la nation tchétchène. C'est un conflit qui dure depuis longtemps. Déjà en 1860, Russes et Tchétchènes s'étaient affrontés pendant plus de 25 ans !

Ma famille et moi-même avons survécu jusqu'en 2003. Quatre enfants sont nés de notre union. Ils ne pouvaient pas aller à l'école et étaient élevés à la maison, instruits par les parents et le village. Il était impossible

de travailler. Paradoxalement, nous n'avions pas envie de partir pour autant. Nous souhaitions simplement que les Russes quittent le pays afin que tout redevienne comme avant.

En 2003, un lent processus de paix s'est mis en place, sous le contrôle de l'administration russe. Un référendum eut lieu, un président fut élu. C'était un simulacre de démocratie. Les enfants pouvaient revenir l'école, un jour par semaine. Mais ils n'avaient pas d'avenir. Mon épouse et moi-même avons alors décidé de partir, avec nos quatre enfants. Il nous fallait trouver un « passeur » pour quitter le pays, cachés dans un camion. Le plus dur a consisté à traverser la Russie, sans se faire repérer. Les risques de contrôles étaient nombreux.

## **Le chemin de l'exil**

Nous sommes finalement partis un jour, à cinq heures un matin, cachés dans la remorque d'un camion et abrités derrière un double fond d'un mètre de large sur deux mètres de long. À six, nous avons passé 19 heures sans sortir de notre cachette. Un trou donnait sur la route, nous permettant de respirer et de faire nos besoins.

Par où sommes-nous passés? Je ne sais pas. Nous avons traversé plusieurs pays. La Pologne? La Slovaquie? La première étape connue fut l'Ukraine. Nous sommes arrivés vers minuit et avons été conduits dans un appartement pour dormir. Puis, nous avons marché le matin environ quatre heures pour passer une frontière. De l'autre côté, une voiture nous attendait pour nous rendre... en Allemagne. Un véhicule nous a ensuite conduits jusqu'à Paris. Je ne sais pas comment nous avons passé les frontières. Sans doute grâce à des faux papiers, mais nous ne les avons pas vus.

Au total, notre famille a dû payer 5000 \$ pour passer, soit 4700 € à l'époque. Une de mes sœurs vivait déjà en France. Nous comptions sur elle à notre arrivée. C'est elle qui a organisé notre accueil, après avoir attendu sept mois... Notre famille est finalement arrivée à Paris, le 13 mars 2003.

## **L'arrivée en France**

C'était très curieux. Nous étions là... Le taxi était reparti très vite après nous avoir montré où acheter à manger dans un petit supermarché. Personne ne nous a rien demandé. La police ne nous a pas arrêtés, ni demandé nos papiers! Pour la première fois, j'ai éprouvé une sensation de liberté face à l'oppression permanente que nous subissions en Tchétchénie.

Nous avons attendu trois heures sur le trottoir, sans que rien ne se passe. J'ai dit à ma famille: « *Vous voyez: c'est ça la démocratie, c'est la liberté!* ». Aujourd'hui, nous sommes en France depuis quatre ans et jamais personne ne nous a demandé nos papiers. Nous n'avons jamais été arrêtés.

Après les retrouvailles, ma sœur nous a conduits au centre d'accueil des demandeurs d'asile. Nous sommes restés un an et trois mois à Paris. Pendant cinq mois, nous avons d'abord été pris en charge par la CAFDA (Coordination de l'accueil des familles demandeuses d'asile). Nous avons ainsi obtenu notre statut de réfugiés politiques au bout de neuf mois, ce qui nous a donné le droit de travailler.

## **S'intégrer à Rennes**

Nous avons finalement été envoyés à Rennes, en juin 2004. Dans l'attente d'un appartement, nous logions au Centre provisoire d'hébergement de l'AFTAME. Nous avons noué tout de suite un très bon contact avec l'assistante sociale.

Grâce à l'aide d'une voisine, mon épouse a trouvé rapidement du travail. Pendant six mois, elle a participé à la récolte des tomates.

Pour ma part, j'ai attendu deux mois avant de trouver un poste dans une entreprise d'insertion de Rennes. Pendant deux ans, j'ai occupé ce poste, contribuant à la récupération d'appareils électroménagers. Ensuite, j'ai suivi un stage au CLPS (Centre de liaisons et de promotion sociales), pour y parfaire notamment mon français. Désormais, j'aimerais travailler à la STAR comme chauffeur de bus. Mais je dois encore poursuivre l'apprentissage de la langue et effectuer un stage.

Un cinquième enfant est né à Rennes, en août 2005. Notre famille vit désormais dans un appartement HLM, dans le sud de Rennes. Les enfants se plaisent bien dans leur nouvelle vie. Seul l'aîné conserve des souvenirs. Les autres étaient trop petits.

Nous n'avons pas ressenti de discrimination à notre égard. Nous ne sommes pas retournés en Tchétchénie, mais nous pouvons revoir une partie de notre famille, émigrée en Turquie. Ma femme y retourne régulièrement voir sa famille, avec laquelle nous gardions des liens étroits.

# Khaled

---

Je m'appelle Khaled. Je suis d'origine kabyle (berbère).

Je suis né en 1955 à Ath Yenni, un petit village près de Tizi-Ouzou, la capitale de la grande Kabylie. Cette région se situe à 140 km à l'est d'Alger.

Je suis le deuxième d'une famille de sept enfants. Nous avons quasiment tous fait des études. Ma mère était illettrée en arabe et en français: elle ne parlait que le kabyle, une langue qui n'était pas enseignée à cette époque. Elle n'est jamais allée à l'école. En revanche, mon père est allé à l'école primaire, où il a étudié le français.



Je suis maintenant professeur de mathématiques. Je suis également le porte-parole de l'Association culturelle des Berbères de Bretagne.

Le terme « Berbère » désigne dans notre langue tous ceux qui ne sont pas arabes, à l'image des Kabyles, des Touaregs (les hommes bleus du désert), des Chaouis... On rencontre les Berbères en Algérie, au Maroc, en Tunisie, en Libye, en basse Egypte et jusqu'en Espagne.

Mes parents parlaient berbère. Nous ne sommes pas arabes, mais étions considérés comme musulmans.

## La vie en Algérie

Je suis né pendant la guerre d'Algérie. La région où j'habitais opposait une très forte résistance au colonialisme. Mais j'ai grandi dans une Algérie qui était une colonie française et j'ai donc reçu un enseignement français. Le programme et nos manuels scolaires étaient semblables à ceux que l'on utilisait en métropole.

A cette époque, la misère était très forte en Kabylie. La population émigrerait fortement vers l'Algérie.

Je vivais à Ath Yenni. C'est une commune de sept villages qui accueillait les « Pères blancs ». Cette commune a toujours été connue pour son artisanat de bijouterie, d'orfèvrerie et de fabrication d'armes (carabines et petits fusils pour l'essentiel), ainsi que pour son commerce de monnaies. Aujourd'hui, il ne subsiste que l'art du bijou et un peu d'ébénisterie.

Les « Pères blancs » et « Mères blanches » étaient des missionnaires catholiques qui nous enseignaient les différentes disciplines. De manière très discrète, ils tentaient aussi de nous christianiser. Tous les villages où étaient présents les Pères blancs avaient un meilleur niveau d'étude.

Je suis allé à l'école publique jusqu'en 6e, où je n'ai appris qu'à parler français. On ne nous enseignait ni le kabyle, ni l'arabe. L'enseignement était donné par des Français.

L'arabe était une sorte de seconde langue, mais très peu enseigné. Il devint obligatoire dans les années 1970. Je l'ai appris en tant que langue étrangère grâce à un « Père blanc » qui l'avait appris dans les livres. Je me souviens que j'écrivais sur mes cahiers les règles grammaticales arabes en français.

En 6e, je suis entré dans le collège privé des Pères blancs. A côté, il existait un collège public, l'un des premiers collèges mixtes de France. L'enseignement était assuré par des Pères blancs pour les garçons et des Sœurs blanches pour les filles. Les Sœurs blanches avaient un rôle plutôt médico-social. Elles assuraient les soins et apprenaient aux filles à tisser. Elles leur apprenaient un métier.

Dans le public, 3/4 des enseignants étaient Français jusque dans les années 1960. Puis, les Algériens ont commencé à se former pour s'investir dans l'éducation et l'enseignement.

J'ai quitté le collège privé pour le public en classe de 4e, que j'ai redoublée. Au collège public, nous avons aussi mené notre « mai 1968 ». Tout ce qui se passait en France avait des répercussions en Algérie.

Après mon brevet, je suis entré au lycée public, à Tizi-Ouzou. J'y suis resté trois ans. A l'époque, la ville comptait entre 30 000 et 40 000 habitants. J'habitais à 45 km environ de Tizi-Ouzou, je suis donc devenu interne.

Je voulais réussir à me sortir de la misère sociale, à l'image de la très grande majorité des lycéens de ma génération ayant poursuivi de longues études.

Après le lycée, j'ai pris une année sabbatique afin de réfléchir sur mon avenir. Je suis devenu maître d'internat. Je me suis ensuite décidé pour une école d'ingénieur en télécommunications. Après avoir obtenu le diplôme d'ingénieur, j'ai été affecté au ministère des Télécommunications, à Alger. Grâce à ce poste, j'avais la possibilité de me rendre à l'étranger. En effet, l'Algérie ne voulait pas être dépendante d'un seul réseau de télécommunications extérieur. Elle envoyait donc ses ingénieurs établir des contacts dans différents pays d'Europe.

J'ai ainsi pu me rendre en Suisse, chez des amis. Déjà, je pensais aller vivre à l'étranger. J'hésitais entre la France et l'Allemagne. J'avais toutefois une préférence pour cette dernière car des amis allemands vivaient à Alger et travaillaient avec moi.

Mais mon projet de départ pour l'Allemagne est tombé à l'eau quand ma mère a signé en mon absence la convocation pour le service militaire. Je fus obligé d'exécuter mon service.



*Le bijoutier d'un village voisin, décédé il y a quelques années. Il perpétuait l'artisanat de la bijouterie, ou plutôt cet art, en utilisant des outils simples. Il a travaillé assis à même le sol, jusqu'à la fin de sa vie. Il faisait tout simplement des merveilles de ses mains*

## Le service militaire

En 1980, j'ai débuté mon service militaire, lequel a duré deux ans. C'est à partir de ce moment que mon idée de partir s'est renforcée.

Ayant fait des études, je suis devenu officier de réserve. Avant d'occuper ces fonctions, j'ai enseigné les disciplines des télécommunications aux réservistes et aux militaires de métier pendant six mois.

L'école militaire était un carrefour où l'on rencontrait des Algériens qui étudiaient au Canada, aux Etats-Unis et en Europe. On se retrouvait pendant les permissions dans les cafés, à ébaucher des projets futurs. Je pense que mon envie de départ s'est réellement affirmée par ces discussions. J'avais envie d'aller voir ailleurs et la politique autoritaire du gouvernement m'y poussait. Je militais également pour la cause berbère. Pour moi, le meilleur moyen de s'exprimer est de le faire ailleurs que chez soi.

En avril 1980 s'est déroulé le « printemps berbère ». En mars, le pouvoir en place avait interdit une conférence sur la poésie berbère. Ce fut le début d'une révolte dont la répression fut très féroce. Ce mouvement dura trois ans.

Mon envie de partir a été ravivée en 1981 par l'arrivée au pouvoir de la gauche en France. Je me disais que cette situation politique offrait sûrement des conditions plus favorables pour y venir. Mon pays d'accueil était « naturellement » la France car j'avais des connaissances à Rennes. La Bretagne m'attirait.

Je pensais aussi que je n'avais rien à perdre: si tout se passait bien en France, j'y resterais; au pire, si ça ne marchait pas, je pouvais toujours retourner à Alger, où j'exerçais un métier.

Mes deux années de service militaire ont beaucoup fait mûrir mon projet de départ. Elles m'ont ouvert de nouveaux horizons.

## Sur le départ

A la fin de mon service militaire, en 1982, j'ai repris mon travail au ministère des Télécommunications pendant trois semaines. Durant ce temps, j'ai préparé mon départ. Mais je n'en avais pas du tout parlé à mes parents: ils suspectaient quelque chose, mais je leur faisais comprendre que c'était un projet personnel.

La veille de mon départ je leur ai annoncé ma décision: « *Demain, je pars en France. Soit pour trois mois, soit pour longtemps* ». Mes parents ont très difficilement vécu mon départ, surtout ma mère qui tentait à ne rien laisser paraître qui puisse ressembler à de la tristesse. Elle ne voulait pas me causer trop de chagrin. Elle comprenait tout de même ma décision. Je voulais pouvoir continuer mes études et passer un doctorat en France.

En octobre 1982, j'ai pris le bateau pour Marseille. J'y ai rencontré six copains qui étaient dans la même optique que moi.

Arrivé à Marseille, j'ai pris le train pour Paris. Je n'étais pas totalement perdu car je connaissais un peu la France pour y être déjà venu trois fois. A Paris, je suis resté quelque temps avec l'un des copains qui avait fait le voyage avec moi. Il avait rapporté avec lui des bijoux berbères que des amis lui avaient commandés. Nous nous sommes quittés sur le quai d'une gare, sans savoir où nos itinéraires nous mèneraient.

Je suis parti retrouver des amis en Normandie avant d'arriver à Rennes en décembre 1982. J'ai habité chez un ami qui m'avait laissé son appartement pendant une année car il travaillait hors de Rennes. Cet ami vit toujours à Rennes.

Ensuite, j'ai trouvé un emploi dans l'Education nationale. J'ai loué un studio dans le quartier de Beaulieu, où je suis resté moins de deux années. Je ne fermais jamais la porte à clé dans la journée, ni la nuit. Un jour, un vendeur de serrures a frappé à ma porte en me proposant de lui acheter une serrure. Selon lui, il y avait beaucoup de vols et d'Arabes dans le

quartier... Je lui répondis: « *Je n'en ai pas besoin. L'homme qui vient de vous ouvrir est arabe et il ne vole même pas!* ».

A partir de janvier 1983, j'ai commencé à chercher du travail. Parallèlement, je me suis inscrit en sciences à l'Université Rennes 1 pour pouvoir rester en France. Quelques années plus tard, j'ai obtenu une carte de séjour de dix ans. J'étais seul à Rennes. Parmi mes amis, je comptais des Algériens et quelques Français.

Le 1er avril, à la faculté de Beaulieu, j'ai pris connaissance d'une annonce pour un poste de professeur de physique-chimie et de mathématiques au collège. Je me suis rendu au Rectorat, puis j'ai signé un papier avant d'être embauché.

L'établissement scolaire se situait à Retiers. Je ne savais pas où se trouvait la ville, mais j'avais accepté le poste... J'ai tout de suite cherché une carte pour trouver Retiers. C'était loin de Rennes et je n'avais ni de voiture, ni permis... J'ai appelé le principal du collège, qui m'a très bien accueilli. Il a demandé à des professeurs de Retiers habitant Rennes de me prendre quand ils pouvaient. J'allais souvent au travail en auto-stop ou en covoiturage. En 1985, j'ai finalement passé mon permis.

J'ai choisi la fonction publique car il s'agissait de ma première offre d'emploi. Je pense que c'est aussi l'un des milieux le moins confronté à la discrimination.

## Ma vie en France

Je me suis marié en 1988 avec une Bretonne. Je n'ai connu aucune difficulté d'intégration ni de discrimination. J'ai maintenant trois enfants. Deux d'entre eux ont un prénom berbère. La troisième porte le prénom d'une déesse romaine.

Mes enfants ont visité mon pays d'origine. Ils ne parlent pas ma langue maternelle mais connaissent quelques mots et ses sonorités, ne serait-ce que par la musique que je leur fais écouter. Ils connaissent ma culture. Jusqu'à présent, ils n'ont jamais connu de près ou de loin de problèmes personnels liés à la discrimination.

Je n'ai adopté que très tard la nationalité française, en 1996. Avant cette date je me demandais si je pouvais vivre en France tout en restant Algérien. Le problème s'est résolu avec la construction familiale. De mon point de vue, fonder une famille sans avoir la nationalité française pouvait générer une forme d'instabilité sociale.

Aujourd'hui, mes parents sont morts tous les deux. Mes frères et sœurs habitent pour la plupart en Kabylie et à Alger. Je leur rends visite une fois par an, tous les deux ans au maximum. Mon plus jeune frère habite maintenant à Nantes, après avoir travaillé en Espagne et aux USA. Il est professeur dans l'enseignement supérieur.





## Lorraine

---

Je m'appelle Lorraine Phannarath. Je suis née en 1944, à Vientiane, au Laos.

Je suis restée dans ce pays jusqu'à la guerre.

J'ai trois sœurs et quatre frères.

Mon futur mari était un militaire de dix ans mon aîné. C'était un arrangement entre familles aisées. Je devais l'accepter pour ne pas jeter la honte sur ma famille. Le mariage fut rapidement conclu: je me suis mariée quelques mois après notre rencontre. J'avais 22 ans. Mon fils Phetlavanh est né trois ans plus tard.

J'ai travaillé comme secrétaire dans les bureaux militaires. Par ailleurs, j'ai effectué différents stages. J'ai ainsi travaillé à la Poste, puis appris le métier d'infirmière à l'armée.

Lorsque mon fils est né, j'ai arrêté de travailler pour devenir mère au foyer. Je voyais mon mari tous les jours parce qu'il travaillait en ville.

### **L'exil en Thaïlande**

En 1974, les communistes sont arrivés à Vientiane. Ils se sont installés mais n'ont pas manifesté d'hostilité particulière à l'égard de la population. En 1975, ils ont commencé à envahir le pays et emmener de force tous les hommes, mariés ou non, dans des camps de travail très éloignés. Les familles n'avaient aucune nouvelle d'eux. Je commençais à me sentir enfermée, comme dans une prison.

Le 2 avril 1976, j'ai quitté le LAOS. J'étais veuve. Je n'ai pris avec moi ni nourritures ni vêtements, mais un peu d'argent. Je suis partie avec

mon fils de cinq ans, Phetlavanh, et quelques voisins. J'ai traversé de nuit le fleuve Mékong dans une barque de pêcheur pour me rendre en Thaïlande.

J'ai su que mes voisins préparaient leur fuite le matin même. Lorsque je les ai vus partir en groupe, en milieu de journée, je leur ai demandé de pouvoir les suivre, ce qu'ils ont accepté.

Nous avons beaucoup marché, jusqu'au soir. Nous avions faim et soif, mais nous ne nous arrêtons pas de peur que l'on nous voie nous enfuir. Il faisait chaud. C'était dur pour nous et surtout pour mon fils, si jeune.

Le soir venu, nous avons attendu, dans une cachette le bon moment pour pouvoir traverser le Mékong. Il nous fallait une barque... Sur le fleuve flottaient des barques de pêcheur, mais elles se trouvaient loin de nous. Alors, nous avons essayé d'en trouver une plus proche. Après avoir repéré une embarcation, nous avons cherché son propriétaire pour lui proposer de l'acheter. Nous avons dû réunir ensemble la somme nécessaire, c'est-à-dire toute notre richesse!

Vers 1 heure du matin, nous nous sommes lancés à travers cet immense fleuve, à la rame et avec nos bras, pour une traversée d' 1 heure 30 environ.

Arrivés en Thaïlande, nous avons abandonné notre barque et cherché un village. Nous voulions demander aux habitants où se trouvaient les camps de réfugiés. Nous avons marché longtemps, jusqu'à trouver de la lumière. Nous nous sommes approchés, mais il était tard et nous ne connaissions personne. Nous avons donc décidé de dormir près du cimetière, en attendant que le jour se lève. Le lendemain matin, nous avons parlé aux villageois. Ils nous ont amenés directement voir la police.

Quand nous nous sommes présentés aux policiers, ceux-ci ont enquêté et nous ont placé en garde à vue pendant trois jours. Ils craignaient que nous ne soyons suivis par les communistes ou que nous ne soyons communistes nous-mêmes! Ensuite, ils nous ont emmenés dans une autre ville. Nous y sommes restés deux jours, en attendant le jugement du tribunal. Nous avons été condamnés à payer une amende de 200 bahts pour avoir quitté le Laos et être entré illégalement en Thaïlande. Puis, on nous a donné des papiers pour intégrer un camp de réfugiés. Ceux qui ne pouvaient pas payer l'amende devaient travailler pour rembourser. Nous avions trois kilomètres à parcourir à pied pour rejoindre le camp. Nous étions une cinquantaine, jeunes et moins jeunes, accompagnés par quatre policiers. Il faisait chaud et nous étions si fatigués.

Nous sommes arrivés au camp dans l'après-midi. Nous avons attendu devant l'entrée, le temps que l'on nous trouve un endroit pour dormir. Ceux qui avaient encore de l'argent partaient directement. Ils ont dû payer leur entrée... Finalement, on nous a installés.

### **Dans les camps de réfugiés**

C'était mon premier séjour dans un camp provisoire. Il dura quinze jours. Il ressemblait à une prison : nous étions encerclés. Nous n'avions aucune liberté et juste un plateau-repas pour le midi, un pour le soir. Ce camp était peuplé de Laotiens, de Vietnamiens et de Chinois.

Mon fils et moi dormions sur un petit tapis pour deux personnes, à même le sol, parce que nous étions les derniers arrivés. Il y avait deux maisons en hauteur, qui ne comportaient qu'une seule pièce et un toit. Le soir de notre arrivée, on nous a donné deux bols : un pour la soupe, un pour le riz. Le lendemain, nous étions de plus en plus serrés. Il n'y avait aucune hygiène. Tout le monde faisait ses besoins aux quatre coins du camp. L'odeur qui s'en dégageait était insupportable.

Mon fils de cinq ans est tombé malade à cause de la chaleur et du manque d'hygiène. L'eau que l'on nous donnait était sale. Il n'y avait qu'un seul tonneau d'eau pour tout le monde. On se servait de la même eau pour tous nos besoins. Lorsqu'on la buvait, elle nous donnait des boutons. Lorsqu'on se lavait, on se grattait. Attirés par la mauvaise odeur du camp, les moustiques nous piquaient. Quand une personne était très malade, on l'emmenait dans un autre camp voir un médecin et se soigner. Dans les camps provisoires, il n'y avait ni médecin ni soins.

Dans ce camp, nous ne pouvions pas dire ce que l'on voulait, réclamer quelque chose ou dire ce que l'on pensait. Nous n'avions pas le droit de nous plaindre, au risque d'être renvoyés dans notre pays.

Il était très triste aussi de voir les policiers emmener des jeunes filles, célibataires ou non, avec leur consentement. Ces filles étaient désespérées et acceptaient de partir avec eux, espérant échapper à leur calvaire. Cependant, le sort que l'on leur réservait n'était pas ce qu'elles espéraient. Loin du camp, on les violait, on les vendait pour la prostitution. Les hommes ne pouvaient rien dire au risque d'être frappés, voire tués. Les policiers les injuriaient, les humiliaient.

Le séjour dans ce camp provisoire a duré quinze jours. Le dernier jour, un appel a été lancé par haut-parleur. Nous étions une cinquantaine à être convoqués, dont mon fils et moi. Nous avons rassemblé le peu d'affaires que nous avons et nous nous sommes retrouvés au milieu du camp. Les gardiens nous ont alors emmenés dans un autre camp de réfugiés.

Là-bas, on nous a répartis dans des chambres que nous devons partager avec deux ou trois familles. Le lendemain, on nous a donné de la nourriture et quelques épices, du sel et du piment.

Deux fois par semaine, on nous distribuait du poulet - environ 100 g pour trois jours - et du poisson salé. La viande était crue et on devait la faire cuire

nous-mêmes. La nourriture était bien meilleure que dans le premier camp.

Une femme qui partageait ma chambre a accouché. Le bébé est né en pleine nuit. Il a tellement pleuré que personne ne pouvait dormir! Il arrivait que les réfugiés se volent entre eux afin de revendre les objets, les vêtements ou les ustensiles de cuisine pour gagner un peu d'argent. Il existait aussi des chemins « souterrains ».

C'était vraiment dur pour mon fils et moi.

Pour manger davantage et plus varié, je sortais parfois du camp en cachette pour chercher des légumes ou des fruits. Même si c'était interdit, il fallait bien le faire puisque l'on n'avait pas assez à manger. Il m'est arrivé de partager mon maigre repas avec d'autres personnes.

J'ai attendu dans ce camp pendant un an, n'ayant ni famille, ni argent, ni papiers.

Enfin, une de mes amies et son mari, eux-mêmes réfugiés dans un autre camp, m'ont rendu visite. Ils m'ont proposé d'aller les rejoindre. Nous y serions mieux. N'ayant personne à proximité, j'ai accepté. Nous sommes aussitôt partis.

Pendant trois heures, nous devons traverser la forêt de nuit. Nous avons rendez-vous au marché de Nankaill. Nous avons commencé par prendre un bol de soupe chacun. Puis, ce fut l'heure de partir. Le voyage se faisait en autocar mais je n'avais pas d'argent... Mes amis nous ont payé le « ticket de la liberté ».

Le soir, nous nous sommes arrêtés dans une ville, avant de prendre un deuxième autocar le lendemain. Nous avons cherché un endroit où dormir. Des habitants ont bien voulu nous héberger pour la nuit. Comme ils ne nous connaissaient pas, ils nous ont fait dormir près du poulailler.

Cela nous a paru normal. Le lendemain, nous sommes repartis pour rejoindre l'autre camp. Nous sommes arrivés en fin d'après-midi. Nous avons trouvé le voyage long et difficile: nous avons peur de nous faire attraper par la police.

Mon amie, qui connaissait l'endroit, nous a présentés à un gardien. Il nous a acceptés mais il a quand même fallu attendre longtemps avant qu'une chambre ne se libère. Nous avons donc vécu dans la chambre de mon amie pendant trois mois. Puis, mon fils et moi sommes restés dans une chambre seule pendant six mois.

Pour avoir de quoi acheter la nourriture ainsi qu'un peu de vaisselle, il fallait trouver du travail. J'allais tous les jours demander à cueillir le maïs ou le coton. Parfois, on ne me prenait pas. Nous étions payés 10 bahts la journée. Heureusement pour moi, je pouvais faire garder mon fils gratuitement par une amie. Je lui montrais ma reconnaissance en lui faisant quelques cadeaux de temps en temps. Quand je n'arrivais pas à trouver du travail, j'allais en cachette chercher des légumes pour manger et du bois, pour faire la cuisine. J'avais aussi aménagé un petit potager pour pouvoir cultiver des légumes.

La vie était bien meilleure dans ce camp parce qu'il se trouvait dans un village: on pouvait sortir et trouver du travail.

Plusieurs Français de la Croix-Rouge venaient nous voir. Les réfugiés leur demandaient sans cesse s'ils pouvaient partir avec eux, en France. Aidés d'un interprète, les membres de la Croix-Rouge leur posaient des questions sur leur venue en Thaïlande et sur leurs intentions.

Dès que j'ai su que l'on pouvait quitter la Thaïlande pour la France, je me suis tout de suite inscrite car le nombre de places était limité. L'attente fut longue. Au bout de deux mois, le haut-parleur nous a appelés pour

partir en France, avec d'autres réfugiés.

J'ai préparé mes affaires. Mes papiers ont été contrôlés. J'étais vraiment contente de les avoir. Je me disais que plus jamais nous ne vivrions la guerre.

Quatre jours plus tard, nous avons pris l'autocar en direction de Bangkok, en compagnie d'autres réfugiés – des Hmongs surtout – et des membres de la Croix-Rouge. Nous nous sommes tous retrouvés dans un nouveau camp pendant quinze jours afin de passer des tests et des visites médicales, avant le grand départ pour la France. Malheureusement, nous n'avions pas le droit de quitter le camp alors que nous y mangions très mal. Finalement, au bout de ces quinze jours interminables, nous avons pu prendre l'avion, en passant d'abord par le port.

Le vol a duré 12h environ, avec un arrêt de 2h à Bombay. C'était la première fois que j'effectuais un voyage en avion aussi long. Autrefois, avec mon mari, nous avions l'habitude de prendre l'avion, mais simplement pour se rendre de ville en ville au Laos, pour travailler ou voyager.

## **Les premiers pas en France**

Nous sommes arrivés en France en plein mois de décembre, quelques jours avant Noël. La France m'a paru étrange... Je ne connaissais rien de ce pays, ni la culture ni la langue ni la nourriture. En plus, il faisait très froid!

On nous a emmenés, mon fils et moi, dans un foyer à Paris. Les résidents venaient de pays différents. Le foyer était grand, il y avait beaucoup d'étagères. On nous a donné des vêtements usagés. C'était assez surprenant de nous donner des vêtements gratuitement. C'était aussi bizarre de mettre des habits qui ne ressemblaient pas à ceux que nous portions au Laos. Mon fils était très content d'être là. Il était curieux et touchait à tout.

Les heures de repas étaient indiquées sur un panneau mais quand on tardait à venir, on nous gardait notre repas pour qu'on le mange dans notre chambre.

Nous suivions des cours de français. On nous plaçait devant un écran blanc pour voir des diapositives sur la vie en France. Au foyer, on nous disait où aller. Pour ce faire, nous avions droit à un interprète.

Nous sommes sortis pour la première fois trois jours après notre arrivée afin d'aller chercher des vêtements dans des villes autour de Paris.

Un jour, il s'est mis à neiger. Quelle surprise! Je n'avais jamais vu la neige... Pour la première fois, j'ai dû porter un manteau, une chose qu'on ne fait pas au Laos puisqu'il y fait très chaud!

Mon fils voulait toujours m'accompagner dans mes sorties. Nous devions aussi aller voir le médecin pour des prises de sang et des scanners. Mais je n'allais pas dehors pour autre chose: j'avais trop froid et j'avais peur de la neige...

Le jour de Noël, des gens aisés sont venus nous chercher pour que l'on passe la soirée de fête avec eux. Arrivés devant la maison, nous sommes restés en admiration... Durant le repas, nous n'avons pas parlé. Le repas était bon et meilleur qu'au foyer. Un vrai régal! A la fin, l'homme qui nous avait accueillis s'est déguisé en Père Noël pour mon fils. Phetlavanh a trouvé que Noël se déroulait comme au Laos; mais à l'âge auquel il avait quitté le pays, de quoi pouvait-il se souvenir? Vers la fin de la journée, ils nous ont donné des vêtements et il a fallu rentrer au foyer. Mon fils avait sommeil.

J'ai finalement appris au bout de quinze jours que je ne pouvais pas rester à Paris. On m'a alors donné une liste de foyers dans différentes villes. J'avais le choix entre Lyon, Dijon et la Normandie. J'ai fini par choisir Dijon parce que mes amis y allaient. Encore un voyage en autocar!

Je suis restée au foyer de Dijon pendant six mois, le temps de trouver un appartement et un travail. Les quinze premiers jours, j'ai commencé à apprendre le français avec d'autres réfugiés, le matin.

Nous avions droit à cinquante francs par semaine pour faire nos courses librement. C'était quelque chose qu'on ne pouvait pas faire avant. Nous étions tous très contents!

Un jour, le directeur du foyer m'a appelé pour me dire qu'il m'avait trouvé un emploi dans une usine où l'on fabriquait de la confiture. J'ai commencé un mois plus tard.

Mon travail consistait à laver les fruits et à les mettre dans des bocaux. C'était un travail à la chaîne, très fatigant. Je travaillais de 8h à 12h, puis je reprenais de 13h à 18h. J'ai travaillé six mois dans cette usine. Pendant ce temps, mon fils était au foyer et commençait à parler un peu français, mais surtout laotien. Il répondait en français, par oui ou par non.

A cette époque, un homme d'origine cambodgienne est venu un après-midi au foyer, à la recherche d'une femme avec qui se marier. Lorsqu'il m'a vue, il m'a demandé en mariage par l'intermédiaire d'une amie. J'ai répondu oui. Je me suis mariée dans la tradition asiatique à Dijon. Avant de me marier à la mairie, j'ai attendu un an.

Nous vivions à Caen. Mon mari travaillait dans les pompes funèbres. Il parlait bien français parce qu'il avait fait de longues études. Il était policier.

Il m'a trouvé du travail au foyer des jeunes travailleurs, en tant que femme de ménage et aide-cuisinière.

Je travaillais au foyer depuis un an et demi lorsque j'ai appris que j'étais enceinte. Je me suis alors arrêtée quelque temps pour pouvoir m'occuper de mes enfants.

J'étais enceinte de jumeaux. A partir du quatrième mois de grossesse, j'étais souvent malade. J'effectuais des allers-retours entre l'hôpital et mon domicile - une semaine à l'hôpital, une semaine à la maison.

J'ai accouché normalement à Caen.

L'un des jumeaux, Thavi, était en bonne santé tandis que son frère, Vandj, était trop petit. Il a donc été placé en couveuse pendant un mois. Durant ce temps, j'allais à l'hôpital pour l'allaiter pendant une heure ou deux, mais je pouvais à peine le toucher. Mon fils aîné, Phetlavanh, était très content d'avoir deux petits frères même s'il ne connaissait pas beaucoup son beau-père. Il était un peu bizarre pour lui. Lorsque les jumeaux sont nés, il devait avoir environ 8 ans et demi.

Un an après, en 1982, j'ai divorcé.

Mon mari avait appris l'arrivée de sa première femme et de leur fils. Il voulait vivre avec ses deux familles, en parallèle. Je ne pouvais pas vivre de cette manière : je ne pouvais pas accepter que mon mari aille voir une autre femme tout en restant avec moi ! J'ai donc décidé de le quitter.

Dès mon divorce, j'ai entendu des insultes et des commérages sur mon compte. Un an après, j'ai donc quitté Caen pour m'installer chez une amie à Montfort, près de Rennes. Juste le temps de trouver un nouveau travail et un nouveau toit pour vivre.

## La vie rennaise

Tout est allé très vite. En moins d'un mois, j'ai réussi à être embauchée dans la couture à Rennes pour un contrat de six mois. En moins d'un an, j'ai trouvé un appartement grâce à un ami. Il connaissait la personne qui y habitait. Le sachant disponible, j'ai rencontré une assistante sociale pour m'aider.

J'ai emménagé dans mon nouvel appartement au bout de neuf mois. Heureusement qu'une personne est venue m'aider à transporter mes affaires de Montfort à Rennes !

Une nouvelle vie commençait pour moi car j'avais un travail et un appartement assez grand pour nous quatre. Mais je n'ai pas pu continuer à travailler à cause de mes difficultés en français. Je suis allée voir l'assistante sociale pour qu'elle m'aide. Elle m'a inscrite à des cours de français au CLPS pendant onze semaines, du matin au soir, comme si j'étais une salariée. Au terme de ces onze semaines, je me suis mise à la recherche d'un nouvel emploi, mais sans succès. J'ai dû reprendre des cours de français dans plusieurs maisons de quartier.

Après quelque temps, j'ai trouvé un emploi de femme de ménage pour une durée de six mois. Ensuite, je me suis retrouvée au chômage et j'ai dû reprendre des cours de français au centre social Carrefour 18, tout en continuant à chercher du travail. Puis, je suis retournée au CLPS où j'ai effectué plusieurs formations d'une durée de quinze jours.

Par la suite, j'ai trouvé un petit travail pour une durée d'un an au lycée Louis Guilloux. Je m'occupais du ménage et du linge. A la fin de mon contrat, on m'a envoyée passer des concours pour travailler en CDI. En vain... Je me suis donc retrouvée encore une fois sans emploi.

J'ai alors décidé de fréquenter régulièrement une association laotienne pour échanger des idées, être avec d'autres compatriotes... Puis j'ai commencé à fréquenter l'AKIV, l'Association khmère d'Ille-et-Vilaine afin de connaître de nouvelles personnes, partager des choses sur la vie en France et, peut-être, m'y faire des amis. J'ai trouvé un accueil très chaleureux. J'apprenais toujours le français durant cette période.

Quelques mois plus tard, j'ai réussi à trouver un emploi de couturière à Paris. Ce fut difficile. J'ai emmené les jumeaux avec moi, mais j'ai dû laisser mon fils aîné chez une amie pendant six mois.

Une fois arrivée à Paris, j'ai eu beaucoup de mal à me loger. Au bout de deux mois et demi, j'ai enfin réussi à louer une chambre pour trois. Mais la vie à Paris était difficile. Mes enfants ne pouvaient pas aller à l'école, alors j'ai fini par rentrer à Rennes.

A Rennes, il n'y avait toujours pas de travail pour moi...  
J'ai donc repris l'apprentissage du français.

Pour avoir davantage de chance de trouver un emploi, je me suis inscrite au permis de conduire. J'ai commencé à prendre des leçons, mais c'était très dur. Alors, j'ai fini par arrêter. Puis, pendant une longue période, j'ai dû laisser mes enfants pour des contrats de quinze jours ou un mois, en travaillant comme aide-cuisinière. Heureusement pour moi, mon fils aîné était là pour s'occuper de ses petits frères. Lorsqu'il a décidé de poursuivre ses études, j'ai complètement arrêté de travailler pour pouvoir m'occuper de mes jumeaux à plein-temps.

Parfois, je repense à mon parcours - la fuite, les camps de réfugiés, l'arrivée dans un pays inconnu... Lorsque j'ai quitté le Laos, je ne savais pas que je me retrouverais en France. Je ne savais pas si la vie serait meilleure. Mais je savais que je devais quitter le Laos, à cause de la guerre. Je l'ai supportée jusqu'à ce que l'occasion de fuir se présente.

Même si la vie était dure dans les camps de réfugiés en Thaïlande, je savais que je n'avais pas le droit de retourner dans mon pays d'origine. En Thaïlande, j'ai pu constater qu'il existait beaucoup de gentillesse chez les gens d'église et auprès de la Croix-Rouge française, alors je me suis dit que mon fils et moi serions bien en France.

Aujourd'hui, je suis encore au chômage. J'ai du temps libre. Pour garder le moral, je viens régulièrement à l'AKIV, dont je suis adhérente. Je participe même à ses activités culturelles et culinaires lors des fêtes du Nouvel an ou les autres. Je viens voir les membres, surtout le week-end car il y a beaucoup de monde. J'y viens afin d'apprendre le français et me faire aider pour les papiers administratifs.

J'aime beaucoup l'ambiance qui règne dans cette association. Je me sens bien en compagnie de ses adhérents. J'apprends beaucoup des Cambodgiens. J'arrive bien à converser avec eux, en cambodgien, même si je dois encore améliorer mon accent!

Je reste en contact permanent avec mes enfants, malgré leur éloignement. Ils viennent me rendre visite dès qu'ils peuvent.

Phetlavanh, mon aîné, travaille à Paris en tant que dessinateur. Vandï est en stage informatique à Paris et Thavi suit un Master pro informatique à Nantes. Il vient tous les week-ends ou il téléphone au moins une fois par semaine pour avoir de mes nouvelles. Il m'aide à faire le ménage et les courses.

Je suis très fière de ce que mes enfants sont devenus, compte tenu des « galères » que nous avons vécues!



## Mohammed

---

Je m'appelle Mohammed. Je suis né en 1953, à Souss (Maroc). Traditionnellement, les Soussis sont des émigrants. Ils sont souvent commerçants ou épiciers dans tout le Maroc, mais aussi à Paris! Ainsi, mon village natal ne se remplit que pendant les vacances, au retour de ses émigrants.

Malgré ses modestes moyens, mon père a tout fait pour que mes deux frères et moi-même puissions aller à l'école. Il y avait une école dans mon village. Celle-ci comptait deux niveaux dans la même classe!

En 1960, j'ai dû quitter mon village pour Essaouira afin de poursuivre mes études primaires auprès de mon père, alors installé comme commerçant dans cette ville.

En 1965, nous avons dû émigrer une deuxième fois. Mon père est parti travailler en Allemagne. Quant à moi, j'ai rejoint mon oncle à Casablanca pour intégrer le collège.

J'ai suivi mes études à Casablanca jusqu'au baccalauréat. Par la suite, j'ai poursuivi des études supérieures de gestion à l'ISCAE (Casablanca) puis en France, où je suis arrivé en 1979. J'ai ensuite intégré un 3e cycle à l'Université de Rennes 1.

Quand j'ai quitté le Maroc, la population subissait la répression du régime d'Hassan II. Le pays vivait sous une sorte de chape de plomb. Il était difficile d'exprimer ses idées. Militer était très mal vu: on risquait l'emprisonnement. Lorsqu'il fallait sévir, le pouvoir ne faisait pas de différence entre les étudiants et la population, les jeunes ou les vieux, les militants et les autres...



Nous avons connu notre « mai 1968 » en 1965. Mais ce n'est pas la difficulté de militer ou la peur d'assumer mes convictions qui m'ont fait quitter le pays. Même en France, le pouvoir marocain avait les moyens de nous atteindre : les étudiants marocains étaient surveillés.

J'ai pris la décision de partir parce qu'il y avait peu de débouchés professionnels au Maroc. Pour obtenir des postes intéressants, il fallait être « pistonné ». Mes possibilités étaient alors limitées : soit poursuivre mes études, soit connaître le chômage. J'ai peut-être choisi la facilité en poursuivant mes études. C'était sans doute une forme de fuite en avant. Cependant, il est difficile de se projeter dans un pays quand on sait qu'il ne nous offre que le chômage. La poursuite de mes études était la solution la moins pénible.

A l'époque, nous étions nombreux à dresser ce constat. Certains sont partis pour la France, d'autres pour le Canada. Parmi les jeunes qui sont restés au Maroc après leurs études, beaucoup ont connu une « traversée du désert ». Ceux qui sont rentrés au pays après leurs études ont eux aussi connu une situation économique difficile. Ils ont éprouvé en prime l'impression d'être en décalage avec le pays qu'ils avaient quitté seulement cinq ou six ans auparavant.

## **L'arrivée en France**

Je suis arrivé à Rennes avec trois autres étudiants. Aujourd'hui, deux d'entre eux sont repartis au Maroc.

Pour poursuivre mes études en France, j'ai envoyé ma candidature un peu partout (Rennes, Toulouse, Paris, Clermont-Ferrand...) avant de passer des entretiens dans les universités. Mon dossier a été retenu à l'université Rennes 1 de Beaulieu.

Je me souviens de mon premier jour à Rennes.

Je venais d'arriver. Après avoir déposé mon sac à dos dans la chambre, j'avais décidé d'aller faire un tour en ville. Il s'est mis à pleuvoir... Tous les gens autour de moi dégainaient leur parapluie ! Ils étaient prêts ! Pas moi... Trempé, j'ai réalisé qu'en plus des difficultés classiques auxquelles sont confrontés les étudiants étrangers, j'allais devoir affronter... le climat breton ! Ça a l'air d'un détail, mais à l'époque, je suis quand même rentré au Maroc pendant quinze jours ! Il fallait que je reprenne des forces. Il fallait que je fasse « le plein de mon pays » parce que je sentais bien que beaucoup de choses simples allaient me manquer en France.

L'installation à Rennes n'a pas été facile. La situation des étudiants étrangers était précaire. Rien n'était vraiment prévu pour les accueillir. Quand ils arrivaient, ils demandaient une chambre étudiante en septembre. Souvent, ils ne l'obtenaient qu'en mars ! Nous avons donc vécu en colocation tous les quatre. Nous avons eu la chance d'être accueilli chez l'ami d'un ami. Sur le moment, la vie à cinq dans un petit appartement a posé quelques problèmes. Ici, les logements sont conçus pour un nombre d'habitants bien précis. Au Maroc, outre les chambres, il y a toujours une grande pièce avec des banquettes pour dépanner.

Quand j'y repense aujourd'hui, je mesure l'effort réalisé par cette personne pour nous loger. C'était très généreux. Je comprends tous les couacs que nous avons pu rencontrer et la chance que nous avons eue de pouvoir rester chez elle ! A l'époque, je ne m'en rendais pas forcément compte. Aujourd'hui, j'en ai pris conscience et je ne demanderais pas à nouveau à être hébergé !

## **L'engagement**

Au Maroc, j'étais très investi dans le syndicalisme étudiant et j'ai prolongé cet engagement une fois arrivé en France, notamment au sein de l'UNEM (Union nationale des étudiants marocains) qui regroupait les étudiants

marocains de France. Nous avons mené des actions avec l'UNEF (Union nationale des étudiants de France), ainsi qu'avec SOS Racisme. Nous avons participé aux marches pour l'égalité.

Dès mon premier mois à Rennes, mes camarades et moi avons organisé une manifestation pour les droits des étudiants étrangers, place de l'Hôtel de Ville. Nous avions le militantisme dans le sang!

Inscrit en 3<sup>ème</sup> cycle, j'avais beaucoup de temps à consacrer au bénévolat. J'ai ainsi participé au travail de l'ASTI de Rennes (Association de solidarité avec les travailleurs immigrés). Cette association regroupait des travailleurs de toutes les nationalités. Je militais avec des Espagnols, des Marocains, des Algériens... Au sein de l'ASTI, puis de l'ASCM (Association socioculturelle des Marocains), nous avons lancé une émission de radio à destination de la communauté immigrée de Rennes. On donnait des conseils sur les démarches administratives, ainsi que des informations en langue arabe et berbère. On essayait d'avoir un parti pris, sans pour autant faire de la propagande politique. Le but était d'aider les immigrés et les étudiants étrangers à mieux vivre en France.

En France, le pouvoir voyait à l'époque d'un mauvais œil les étudiants marocains. Nous étions pour la plupart des militants dans notre pays d'origine. Le gouvernement ne souhaitait pas nous voir entretenir des relations avec les travailleurs étrangers et tenait à ce que les deux mondes restent bien cloisonnés. Nous étions trop subversifs. Avec le temps, les deux communautés ont fini par se rapprocher. Les étudiants représentaient le désir de remettre en cause les choses, ils dérangeaient. Aujourd'hui, la situation a changé. Les gens s'expriment plus librement et ils n'ont plus peur de déplaire au régime ou au consulat.

L'ASTI regroupait quelques Marocains à Rennes, isolés par rapport à la communauté marocaine organisée dans sa propre association, l'Amicale

des travailleurs et des commerçants marocains de France. Celle-ci était perçue comme une antenne du pouvoir marocain. Pour rapprocher tous les Marocains, nous avons créé l'ASCM, l'association socioculturelle des Marocains.

Dans cette dynamique de rapprochement, nous avons fondé l'UAIR (Union des associations d'immigrés de Rennes) en juillet 1983 avec six associations, dont l'ASCM. Nous voulions amener les immigrés de différentes nationalités à se rencontrer. Dans l'UAIR cohabitaient des Espagnols, des Marocains, des Algériens... Nous avons organisé des rencontres, des festivals...

Au début des années 1980, l'immigration a changé de nature. Jusqu'alors, l'immigration concernait le travail et on se voyait retourner dans son pays. Il existait le mythe du retour. Les travailleurs ont réalisé qu'ils ne reviendraient peut-être pas automatiquement dans leur pays et ils ont pu faire venir leur famille en France. Ce changement de nature de l'immigration a rendu nécessaire une nouvelle forme d'accueil des populations. Il fallait organiser des actions en direction des épouses et des enfants afin d'accueillir tout le monde.

A partir de 1983, j'ai été bénévole à l'UAIR, avant de devenir permanent de l'association. J'ai aussi animé le collectif d'information et de défense des libertés Français-immigrés au début des années 1980, pendant six ans. Il regroupait une vingtaine d'associations, de partis politiques et de syndicats. Il fédérait toute la palette de la gauche. Mais il était difficile de faire cohabiter tout le monde autour d'une table! Animer ce collectif a été une véritable école pour moi. J'ai dû confronter mes deux formes de militantisme, associatif et politique.

En tant que coordinateur du collectif, je me devais d'être une sorte de dénominateur commun. Or il n'était pas toujours simple de concilier les opinions de chacun, tout en mettant en sourdine son propre avis.

Ce fut une expérience très enrichissante, quoiqu'un peu frustrante par moment.

J'ai également donné des cours de langue et de culture d'origine aux enfants de la Maison de la rue de Suède, de la Maison des Squares et de la Maison de quartier de Villejean. Au CLPS (Centre de liaison et de promotion sociale), j'ai exercé les missions de coordinateur « alphabétisation et actions interculturelles ». J'ai participé à des actions de formation en direction des travailleurs étrangers en Bretagne.

En 2003, l'UAIR est devenue l'Union des associations interculturelles de Rennes, manifestant ainsi l'évolution du statut des personnes d'origine étrangère. Beaucoup avaient acquis la nationalité française et ne se reconnaissaient plus dans l'appellation « immigrés ». Les enfants de la 2<sup>e</sup> génération, et a fortiori de la 3<sup>e</sup> génération, se considèrent comme Français à part entière. L'association travaille aujourd'hui sur la vie associative, l'accompagnement de projets et l'accueil.

## La vie en France

Quand je suis arrivé en France, j'ai trouvé que Rennes était une ville accueillante et ses habitants, ouverts à l'étranger. Plus tard, j'ai su que la Bretagne était particulièrement accueillante par rapport à d'autres régions françaises. J'ai rencontré des militants d'associations de toute la France qui connaissaient des situations bien différentes. Je trouve que les Bretons sont compréhensifs et ouverts. Peut-être se considèrent-ils eux-mêmes un peu comme des étrangers...

Je me sens bien en France, je me sens chez moi. J'ai acquis la nationalité française en 1986. Pour moi, Rennes est un village, tout petit sans les étudiants. Je connais au moins de vue tous les Algériens et les Marocains de la ville. J'arrive à savoir qui vient d'arriver.

En revanche, j'ai l'impression que la France se transforme de plus en plus en citadelle: on ferme les fenêtres. Officiellement, depuis 1974, il n'y a plus d'immigration de travail. En réalité, les gens arrivent toujours. Aujourd'hui, vivre ici, obtenir des papiers et la nationalité quand on le souhaite, est de plus en plus difficile.

Si le racisme existe effectivement, il s'agit néanmoins d'un phénomène très complexe, qui prend des formes différentes. Cela va des préjugés et des fausses impressions à la haine de celui qui n'est pas comme vous. Pour ma part, je suis d'une nature très ouverte. Je ne me pose pas de questions, je vais vers les autres. J'aime discuter, argumenter. Face à des propos racistes, j'ai tendance à pousser la discussion. Je place les gens face à leurs contradictions, ils finissent par se retrouver à court d'arguments. Selon moi, le racisme est très lié à la peur de l'autre, donc à l'ignorance. Je dis: « *Plus vous connaîtrez les gens, moins ils auront peur de vous* ».

Parfois, les gens ont de fausses impressions sur vous parce qu'ils ne vous connaissent pas. Ils ont peur de vous aborder et ne font pas le premier pas. J'aime faire ce premier pas. Ainsi, même si l'on ne répond pas à mon « bonjour » dans l'ascenseur, je garde le sourire et je continue à dire bonjour. C'est un peu une aventure d'aller vers les autres. Parfois, ça peut être perçu comme une provocation. On ne sait pas comment on va être reçu, mais c'est toujours payant à mon sens.

S'il y a quelque chose que j'apprécie beaucoup chez les Français, c'est leur indifférence. C'est assez surprenant parce que c'est un défaut à l'origine. Ici, j'ai l'impression que chacun peut mener sa vie comme il l'entend, sans craindre d'être constamment jugé ni évalué. Ce qui ne veut pas dire pour autant que les Français soient individualistes.

Au Maroc, la pression sociale est plus forte. Tout le monde se mêle de tout. Vous pouvez être sûr que si vous faites quelque chose, la famille ou

les voisins vont être au courant dans l'heure qui suit. Ils s'empresseront par ailleurs de vous donner leur avis. Au Maroc, l'État est peu présent. On se repose donc beaucoup sur les solidarités familiales, le quartier et les voisins. C'est une façon de vivre qui a ses avantages mais qui peut aussi être très pesante. On a parfois du mal à se voir comme un individu à part entière.

En France, l'État est très présent. C'est peut-être aussi la raison pour laquelle on fait moins attention à ce que fait son voisin. Alors, en France, un peu de liberté et un peu d'indifférence ne font pas de mal!

Ce que j'aime le moins ici, c'est peut-être le côté râleur des Français. Je viens d'un pays où la population connaît certaines difficultés, alors je relativise beaucoup. Tout n'est pas parfait en France mais je trouve que les Français n'ont pas à se plaindre. En même temps, je comprends que l'on puisse râler dans certains contextes.

C'est difficile pour moi de comparer deux pays si différents. J'ai arrêté de le faire d'ailleurs. Je pense que chaque culture se vit et s'appréhende dans son contexte. Mais il y a des habitudes et des conventions qui m'ont beaucoup surpris quand je suis arrivé ici.

Une fois, on m'a invité. Je suis arrivé un peu tôt, en plein milieu du repas. Je n'avais pas compris que j'étais juste attendu pour le café! Au Maroc, on est invité pour le repas, pas besoin de préciser. De même, on n'a pas forcément besoin de prévenir pour passer: on improvise.

Ici quand on est invité au restaurant, il vaut mieux prévoir un peu de monnaie! Au Maroc, celui qui invite paie pour toute la tablée. Ce sont des petits malentendus et on fait avec. Logiquement, je mets les compatriotes au courant de ces habitudes françaises! Mais cette situation existe dans les deux sens. J'imagine qu'un Français peut rencontrer au Maroc les mêmes petits couacs sur beaucoup d'aspects de la vie quotidienne.

## La culture d'origine

On entend souvent dire que le fait d'apprendre la langue d'origine est un frein à l'intégration des enfants et des jeunes nés en France. Le discours varie selon les gouvernements, tout dépend de l'époque.

Pourtant, des chercheurs ont montré qu'il y avait beaucoup de bénéfices à tirer de cet apprentissage. Les gens pensent que l'intégration se fait uniquement par le français. Cela compte évidemment mais j'ai tendance à penser que l'on ne peut pas devenir un bon citoyen si l'on n'est pas à l'aise dans sa culture, si l'on a « mal à sa culture ». Un individu à l'aise en français, mais également dans sa culture d'origine, est plus armé pour s'intégrer dans celle du pays d'accueil.

Je connais des parents qui ont fait le choix de couper les ponts avec leur communauté et avec leur culture d'origine. Ils ont essayé de faire de leur mieux pour leurs enfants, pour qu'ils se sentent comme les autres. Mais aujourd'hui, ces jeunes ressentent un manque et cherchent leurs racines.

J'ai cinq enfants, dont deux d'une première union. Le dernier de mes enfants a huit ans. Ma femme est d'origine marocaine. Arabophone, elle vient de Casablanca Berbère, je viens d'Agadir. Ma femme ne parlant pas berbère, le français est le dénominateur commun à la maison. Nous aimerions pourtant que nos enfants parlent les deux langues, mais une fois rentrés le soir à la maison, nous manquons de temps. Les enfants sont pris par leurs devoirs ou leurs jeux. Nous n'avons pas envie de leur rajouter une tâche supplémentaire en leur apprenant systématiquement les deux langues. Par simplicité, on s'exprime en français. Tout le monde se comprend, c'est plus convivial.

Nous ne voulons pas imposer de carcan à nos enfants. On culpabilise pourtant de ne pas pouvoir leur transmettre cette partie de la culture marocaine.

Les deux aînés sont âgés de 24 ans. Ils connaissent quelques mots d'arabe, qu'ils ont appris par leurs copains. Je pense que cela leur plaît de connaître un peu cette langue car ils en éprouvent un sentiment d'appartenance. Ils ne nous le disent pas, mais je pense que nos enfants regrettent de ne pas parler arabe et berbère. Quand on parle arabe à la maison, les petits tendent l'oreille et essaient « d'attraper » quelques mots pour comprendre ce que l'on dit. Le petit dernier, âgé de huit ans, demande souvent pourquoi il n'apprend pas l'arabe ou le berbère. Étant traducteur, je connais et j'ai enseigné ces deux langues. Dans l'absolu, je pourrais les leur apprendre, mais nous manquons de temps à la maison. Périodiquement, nous avons une grande discussion sur le sujet!

La question de la langue se pose de façon plus pointue lors des vacances. Lorsque l'on retourne au Maroc, les enfants sont confrontés à des immigrés venant d'autres régions françaises et qui parlent parfaitement les deux langues. Les enfants se sentent alors un peu en décalage. Ma femme rencontre aussi quelques difficultés lorsqu'elle discute avec ma mère, qui ne parle pas arabe mais berbère. Toutes les deux me demandent de faire le traducteur! Je refuse car je suis en vacances moi aussi! Alors, elles se débrouillent et petit à petit, elles apprennent l'une de l'autre!

## **L'avenir et les rapports avec son pays d'origine**

On a souvent tendance à penser que l'immigration est un passage, un moment court dans une vie. Selon moi, il s'agit davantage de quelque chose de continu, un processus. Il y a plusieurs étapes: l'arrivée dans le pays, les premiers liens que l'on noue... C'est une vie qui s'écoule, tout simplement, avec sa part d'imprévu.

Je me suis intégré avec le temps mais je me sens toujours immigré. Cela me suit. Je me trouve simplement à une étape différente de mon processus d'immigration.

Aujourd'hui, j'arrive bientôt à l'âge de la retraite mais je ne peux pas vous dire si je retournerai un jour m'installer au Maroc.

Je n'ai pas mené ma vie suivant un plan précis.

Au début, je n'avais pas le sentiment d'avoir immigré en France. Dans mon esprit, je venais juste le temps de terminer mes études. Mon intention n'était pas de rester ici. Je me voyais bien revenir m'installer au Maroc sans avoir tout planifié autant pour autant.

Finalement, je suis encore là.

J'ai vécu un peu au jour le jour, sans plan précis. J'ai laissé de la place à l'imprévu. Je crois d'ailleurs que les Français et les Marocains abordent différemment la question de l'avenir. En France, on a tendance à tout prévoir car on est très cartésien. C'est amusant: il y a des gens qui savent par exemple où ils vont passer leurs vacances deux ou trois ans à l'avance!

Je n'ai pas décidé à un moment de rester. Il s'agit davantage d'un cheminement. Sans me l'avouer vraiment, je crois que j'ai établi une sorte de compromis avec ma conscience en décidant de venir en France. Quand ils décident de quitter leur pays, beaucoup d'immigrés ont une sorte d'arrangement en tête pour rendre peut-être plus supportable la séparation avec la famille et le pays. Ils se disent: « *Je pars pour terminer mes études et gagner plus d'argent, mais je ne ferai pas ma vie en France. De toute façon, je reviendrai...* ». C'est le mythe du retour. Puis, les années s'écoulent. On se rend compte que l'on a passé davantage de temps ici que là-bas. Aujourd'hui, je ne suis plus l'étudiant avec son sac à dos. J'ai des enfants et je ne suis pas libre de mes mouvements. Je me suis enraciné à Rennes. Ma vie sociale et mes amis sont ici. On crée des liens et on commence à avoir des attaches. C'est ce qui s'est passé pour moi.

Si nous nous étions précisément posé la question de l'avenir, nous les immigrés, si nous avions su que nous resterions en France toute une vie, nous n'aurions pas pris la décision de partir aussi facilement. Je suis parti à l'aventure et les portes restaient ouvertes à un possible retour au Maroc. Je n'étais pas en exil, contrairement aux Républicains espagnols qui ont dû quitter leur pays en 1936, sans véritable espoir de retour.

Parfois, je rencontre des immigrés qui vivent en France depuis trente ans et qui sont certains de retourner dans leur pays d'origine. Ils le pensent du fond du cœur, sincèrement. Selon moi, c'est irréaliste. Quand on a passé la moitié de sa vie en France, retourner dans son pays, c'est comme « ré-émigrer » ! C'est un choix d'autant plus difficile à assumer que l'on a des enfants. Pour les enfants, ce n'est pas un retour mais une véritable émigration.

Je retourne souvent au Maroc avec ma famille, le temps des vacances. Je vois bien que le pays a changé. On part avec une photographie, un cliché du pays pris le jour de notre départ. C'est un idéal que l'on garde en tête. Quand on y retourne, on s'aperçoit que cet idéal n'est plus. Le pays a évolué et nous aussi.

On déploie des efforts pour se fondre dans la masse mais tout nous trahit : notre démarche, notre façon de parler et de penser, nos réactions... On finit par vous rappeler que vous êtes « immigré », même chez vous.

Quand je retourne au Maroc, des choses me choquent car j'ai aussi intégré des éléments de la culture française avec le temps. Et ça, les autres le voient.

Il y a une intégration dont on ne parle pas : l'intégration par le temps. Quand vous constatez que vous avez passé autant, voire plus de temps ici que dans votre pays d'origine, quel est votre pays ? En tout cas, cette question ne se pose pas pour vos enfants !

# Perihan

---

Je m'appelle Perihan. Je suis née en Turquie, il y a 31 ans.  
J'ai deux frères et une sœur.

Nous habitons avec ma famille dans une ville nommée Vezirköprü, à une centaine de kilomètres de Samsun, au bord de la mer Noire, et à environ 500 kilomètres d'Ankara, la capitale.

Notre maison abritait également mes grands-parents paternels, la sœur de mon père, son frère et sa nouvelle femme. Hormis un de mes oncles, qui vivait en Allemagne avec sa femme, toute la famille habitait sous le même toit, ce qui était habituel à l'époque.

Peu avant ma naissance, mon père était maçon. Quelques années auparavant, il fabriquait des semaver (samovars en français), des appareils servant à préparer le thé.

## La culture du tabac

Les femmes de la famille ainsi qu'un de mes oncles cultivaient le tabac. Dès l'aube, à l'heure du Ezan (l'appel à la prière), ils partaient aux champs en charrette pour aller cueillir des feuilles de tabac, qu'ils récoltaient dans des grands paniers en osier. Pendant qu'ils étaient aux champs, la femme de mon plus jeune oncle restait à la maison pour préparer le repas et garder les enfants. Après le repas, ils s'installaient autour d'un bon thé de semaver et enfilaient les feuilles de tabac à l'aide d'une grande aiguille plate afin de les faire sécher, accrochées sur un cadre en bois. Une fois séchées, les feuilles étaient vendues à la coopérative.

A cette époque, cette activité se pratiquait encore à la ville. Quelques années plus tard, lorsque j'étais enfant et que je retournais en Turquie



pendant les vacances, elle ne se pratiquait plus qu'au village. Aujourd'hui cette activité a disparu.

Les revenus générés par la culture de tabac ainsi que le salaire de mon père ne suffisaient pas toujours pour faire vivre toute la famille. En effet, son propre père, un ancien charpentier, était vieux et malade. Il ne pouvait plus travailler. Il est décédé de la tuberculose, en 1973. Quant au frère aîné de mon père, il vivait loin de la famille. Son petit frère, lui, n'était pas encore en âge de travailler. A 16 ans, c'est donc mon père qui avait la responsabilité de nourrir toute la famille, ce qui n'était pas tous les jours faciles malgré la forte entraide familiale.

C'est pourquoi il décida de répondre à l'appel de main-d'œuvre étrangère, lancée par la France en 1974.

Il arriva directement à Rennes, où il fut logé avec d'autres travailleurs turcs. Il essayait de revenir en Turquie une fois par an. A l'origine, il était venu en France avec l'idée que cette situation ne serait que provisoire et qu'il rentrerait un jour définitivement en Turquie. D'un point de vue économique, la vie était meilleure ici. Mais sa famille lui manquait.

En 1977, il engagea donc une procédure de regroupement familial. Un an plus tard, ma mère, mon grand frère, ma grande sœur, mon petit frère et moi-même, âgés respectivement de huit ans, quatre ans, trois mois et deux ans arrivions à notre tour à Rennes.

## La vie à Rennes

Nous habitons dans le quartier du Blosne, près de l'église Sainte-Elisabeth. Je me souviens que notre immeuble se situait au bout d'une allée bordée de tilleuls.

C'est cette même allée que nous emprunions pour aller chercher du pain à la boulangerie, qui se trouvait à l'autre bout. Avec l'argent qu'il restait, je m'achetais mon gâteau préféré, que je mangeais en route. Il était

réalisé à partir d'une pâte briochée et de crème pâtissière, décoré d'une demie cerise confite. C'était un vrai régal, une délicieuse gourmandise qui me valait de me faire gronder quand j'avouais ne plus avoir faim à l'heure du repas.

Nous étions la seule famille turque du quartier. Pendant les longues journées d'été, mes frères et sœurs aimions beaucoup jouer dehors avec les autres enfants français. Il y avait un vrai respect mutuel entre nous. Ma mère, elle, restait au foyer. Elle ne parlait pas français. Dans l'appartement, elle avait reproduit la même décoration que notre maison en Turquie, notamment avec un meuble fabriqué par le cousin de mon père, que nous considérions comme notre oncle et qui nous rendait visite régulièrement. Arrivé en 1981, cet oncle avait travaillé en France jusqu'en 1995, date à laquelle il est retourné définitivement au pays pour retrouver sa famille.

Accolé à l'un des murs du salon se trouvait un meuble que l'on appelait set ou divan, fabriqué lui aussi par mon oncle avec une grande planche en bois supportée par quatre pieds et sur lequel était posé un fin matelas. L'habillage avait été confectionné avec grand soin par ma mère.

Mes parents avaient tissé des liens avec d'autres familles turques qui nous avaient aidés à nous installer. Parfois, le mercredi après-midi, nous allions leur rendre visite avec ma mère. En gardant un contact avec la communauté turque, je pense que mes parents y trouvaient un réconfort, une entraide. Leur arrivée avait été difficile et cette solidarité instaurée dans la communauté les a beaucoup aidés.

Quant à mon père, il travaillait beaucoup et rentrait tard le soir, après une dure journée de travail. Il était souvent fatigué et se reposait sur le canapé pendant que nous lui préparions une bassine d'eau pour masser soigneusement ses pieds gonflés.



Le dimanche, nous restions le plus souvent tous ensemble à la maison. Pendant les beaux jours, les sorties en famille se limitaient au jardin familial où nous allions pique-niquer, jouer et aider nos parents à entretenir le potager. En hiver, lorsqu'il neigeait, nous faisions de la luge sur des cartons et des sacs plastiques dans les dunes qui se trouvaient du côté des pavillons, dans notre quartier.

J'aimais bien le samedi aussi, lorsque nous allions faire les courses avec mes parents. Avant de partir, ma mère préparait souvent une soupe de céréales au yaourt, ainsi qu'un plat de poireaux avec de la viande, que nous mangions avec beaucoup d'appétit en rentrant chez nous. Parfois, ma mère nous achetait des barres chocolatées que nous nous partagions équitablement entre mes frères et sœurs.

## La scolarité

A l'école primaire, j'étais d'un caractère assez réservé en classe. Avec les autres enfants, j'étais également très timide, comme l'était le reste de ma famille d'ailleurs. Ce qui ne m'empêchait pas d'avoir des amis.

J'enviais toujours les bons élèves qui accumulaient les bons points. Je devais être très exigeante envers moi-même car aujourd'hui, quand je parcours mes cahiers, je me rends compte que je n'avais pas de si mauvaises notes.

Je me souviens également d'un instituteur dont j'avais particulièrement peur. Celui-ci était très sévère avec l'un de mes camarades de classe, Kamel. Il s'en prenait toujours à lui. J'étais persuadée que l'instituteur s'acharnait sur lui parce qu'il était arabe. Je déplore que les instituteurs aient été si sévères et si autoritaires à l'époque. A l'inverse, j'aurais aimé trouver auprès d'eux de l'aide, une écoute et des encouragements d'autant plus importants que mes parents n'étaient pas Français, qu'ils n'étaient pas en mesure de me soutenir dans ma scolarité. Je me souviens d'ailleurs que c'était une de nos voisines françaises qui rédigeait les mots pour l'école, à la place de mes parents.

Arrivée au collège des Hautes Ourmes, j'ai eu envie de prendre un nouveau départ, de prendre ma revanche sur les bons points que je n'avais pas eus. J'étais déterminée à vouloir réussir. Malgré cela, l'année de sixième ne fut pas facile. A partir de la cinquième en revanche, je me suis trouvée dans la même classe que des élèves venant d'une autre école primaire que la mienne, dont le niveau était plus faible. Je me retrouvai alors propulsée parmi les premiers de la classe.

Par rapport aux années précédentes, je sortais moins. Je n'avais pas trop envie d'être avec les autres élèves et je me contentais de mes quelques très bonnes amies. Par ailleurs, je passais beaucoup de temps à la maison avec ma sœur, dont j'étais très proche. Je passais le temps en faisant du crochet pendant que ma mère et ma sœur allaient se promener.

Nous avons déménagé pour aller habiter au Landrel. J'ai donc poursuivi ma scolarité au lycée Descartes, qui s'appelait alors le lycée de la Poterie. Malgré les conseils des professeurs pour m'engager vers la filière scientifique, j'ai préféré suivre les pas de ma sœur, qui était mon modèle, pour me spécialiser dans la comptabilité-gestion, discipline dans laquelle je me suis sentie à l'aise. Après avoir obtenue mon baccalauréat avec la mention bien, j'ai obtenu mon BTS comptabilité au lycée Bréquigny.

Pendant les trois mois qui ont suivi, j'ai effectué beaucoup de démarches pour trouver un travail, en vain. Cela m'a démotivée car il fallait que je sois active. Afin de m'occuper et de gagner un peu d'argent, j'ai travaillé pendant deux ans et demi dans le ménage. Grâce à mes économies, j'ai pu m'acheter une voiture. J'avais arrêté mes démarches de recherche d'emploi dans la comptabilité, ce qui était dur psychologiquement.

En 2000, grâce à une femme turque qui m'a aidée à retrouver la motivation, j'ai recommencé à faire des démarches auprès des experts-comptables afin de préparer un diplôme d'études comptables et financières

(DECF) en alternance. Entre-temps, je m'étais formée au traitement de texte au Forum informatique du Landrel. Quelques jours avant de partir en vacances pour la Turquie, j'ai réussi à obtenir un entretien pour un poste d'assistante comptable. J'ai appris que j'étais retenue pour ce poste pendant mes vacances. Je garde un très bon souvenir de cette expérience professionnelle, qui aura duré un peu plus de trois ans.

## Fonder une famille

A l'âge de 25 ans, lors de mes vacances en Turquie, j'ai rencontré celui qui deviendra mon mari, deux ans plus tard. Nous nous sommes connus par l'intermédiaire de nos familles, qui habitaient la même ville. Notre mariage a été célébré en Turquie. Contrairement à mes parents, il s'agissait d'un mariage d'amour, même si j'avoue ne pas être à l'aise pour parler des sentiments. Car ceux-ci relèvent pour moi de la sphère intime.

Quand nous étions petits, ma mère nous racontait qu'elle avait vu notre père pour la première fois le jour de son mariage. Avant ce jour, elle ne le connaissait que de nom. C'était en 1969, ma mère avait alors 21 ans. Elle l'avait vu dans la voiture qui venait la chercher pour l'emmener chez sa belle-famille. Elle l'avait alors trouvé très beau. Ils se sont aimés à partir de ce jour et le temps a consolidé cet amour. Sa manière de nous raconter cette première rencontre nous faisait rire, mes frères, mes sœurs et moi-même.

Après la célébration de notre mariage, à l'été 2001, mon mari m'a rejoint à Rennes. Nous nous sommes installés dans notre nouvel appartement, au Blosne. Nous avons eu un premier garçon quelques mois plus tard. J'ai continué à travailler jusqu'à ce que l'aîné de mes fils ait deux ans. Ensuite, les différents problèmes de garde m'ont décidé à avoir un deuxième enfant en prenant un congé parental. Mon deuxième fils est né en 2004. Concernant l'éducation de mes enfants, j'essaie de leur donner ce qui m'a manqué dans mon enfance, tels que les livres, les sorties au cinéma, en forêt ou dans la nature.

Je suis allée pour la première fois sur la côte bretonne après mon mariage. J'aime beaucoup la mer, mais je suis gênée d'aller à la plage en été. En effet, je suis musulmane pratiquante. Je porte le voile et le décalage avec les personnes vêtues d'un maillot de bain me met mal à l'aise. Un jour d'été, il faisait chaud. Nous avons décidé d'emmener les enfants aux étangs d'Apigné pour qu'ils puissent se baigner. Nous ne sommes malheureusement pas restés longtemps, gênés par les regards insistants de certaines personnes qui n'avaient visiblement jamais vu de femme voilée sur la plage.

Tout le monde peut avoir des préjugés, moi la première. C'est pourquoi il est important d'apprendre à se connaître, à ne pas rester sur l'image extérieure que l'on se forme des personnes. Personnellement, je n'arrive pas à comprendre la discrimination et le racisme envers les étrangers car moi-même je ne réfléchis pas de cette manière. Aujourd'hui, je souhaiterais recommencer à travailler et, si possible, en gardant mon foulard. Je tiens beaucoup au respect mutuel entre les individus. C'est ce que je souhaite inculquer à mes enfants. D'ailleurs, j'aimerais aussi qu'ils soient musulmans pratiquants, tout en étant bien intégrés en France. Nous avons également choisi avec mon mari de leur apprendre le turc, tout en leur parlant aussi en français.

## S'investir dans une association

Je me sens bien en France. Et c'est parce que je m'y sens bien que je désire que les Turcs se sentent eux aussi entièrement intégrés et impliqués dans la vie de la société française. C'est pour cela que j'ai participé à la création en 2007 de l'association Lale, ce qui signifie « tulipe » en turc.

Cette fleur était cultivée à l'époque de l'Empire Ottoman, à Istanbul, dans les palais des sultans qui désiraient s'ouvrir au monde occidental. Entre 1718 et 1730, la tulipe occupait une très grande place dans l'art, la littérature, la poésie ou encore l'architecture. On a appelé cette période

Lale Devri, c'est-à-dire la « révolution de la tulipe ». C'est en référence à cette ouverture culturelle et artistique entre la Turquie et l'Europe que l'association a choisi ce nom, Lale.

L'association agit avec et auprès des femmes d'origine turque. Depuis sa récente création, elle a mis en place et participé à différents projets et manifestations. A titre d'exemple, nous soutenons les femmes turques qui ne parlent pas bien français pour passer le code et le permis de conduire. Au mois d'avril, l'association a également organisé à Rennes la fête nationale turque de l'enfant. Nous avons enfin participé à la fête des cultures, au centre culturel du Triangle.

Personnellement, le plus important est que les femmes d'origine turque puissent améliorer leur français et ainsi s'intégrer au reste de la société.

## **Les souvenirs de Turquie**

Mes premiers souvenirs de Turquie datent de mon enfance, dans les années 1980. Tous les deux ans, nous y retournions avec mes parents pour passer les grandes vacances.

Le trajet en voiture me semblait d'autant plus interminable que j'avais le mal des transports. Il nous fallait trois jours pour rejoindre la Turquie. Nous traversons la France, puis l'Italie, l'ex-Yougoslavie et la Bulgarie avant d'apercevoir enfin, avec beaucoup d'enthousiasme, la frontière turque. Je me rappelle de la joie de mes parents lorsqu'ils voyaient flotter le drapeau avec la lune et l'étoile - symbole de l'Islam - sur fond rouge - la couleur de l'Empire Ottoman.

Je me rappelle également de la maison de mes grands-parents paternels, où nous habitions, et des environs de Samsun. Il y avait un parc d'attractions, des foires, et beaucoup de verdure.

Quant à notre maison, elle était petite. Elle avait été construite en bois

par mon grand-père. On entrait par une petite porte qui donnait sur une grande entrée. Il y avait un étage avec une chambre. On y dormait tous avec notre mère. Il y avait une échelle qui menait à une grange et une fontaine en pierre sur la droite. Au loin, on voyait les montagnes. Le matin, tout était très calme. Je trouvais l'environnement très beau. Depuis, la maison en bois a été détruite pour en reconstruire une autre. Mais la porte de l'ancienne maison a été précieusement conservée à sa place.

Nous préférons passer les vacances au village de ma mère, qui se trouvait à quelques kilomètres de Vezirköprü. Avec mon petit frère, nous accompagnions ma cousine chercher de l'eau à la fontaine qui se trouvait sur la place du village. Nous remplissions les seaux en cuivre que nous chargeons ensuite sur l'âne. Mon frère et moi nous disputons souvent pour décider qui pourrait monter sur la bête. Aujourd'hui, cette fontaine ne coule plus car toutes les maisons du village ont l'eau courante.

J'aimais beaucoup retrouver ma grand-mère maternelle au village. C'était une femme très douce, très gentille et toujours souriante. Elle était petite de taille, le dos légèrement courbé et le visage un peu ridé. Elle prenait soin de nous. Mon cousin, qui avait l'habitude de l'avoir pour lui tout seul, était d'ailleurs jaloux de l'attention qu'elle nous portait. Je me souviens que ma grand-mère nous avait fabriqué une balançoire avec des cordes suspendues aux poutres de la grange. Il y avait également une étable où elle trayait les vaches. Trop impressionnés, nous l'observions depuis le pas de la porte d'où nous sentions la chaleur particulièrement agréable dégagée par les animaux. Nous étions en admiration devant ses gestes habitués et sereins, ainsi que par le lien qui l'unissait à ses vaches. Le matin, au petit-déjeuner, le frère de ma mère nous servait du lait frais, tout juste traité de la vache. Cela nous changeait du lait que nous avions l'habitude de boire en France.

Le souvenir de ma grand-mère me rappelle des moments de bonheur mais aussi de tristesse. En effet, je n'oublierai jamais le chagrin que nous avons partagé avec ma mère, un dimanche de février 1987, lorsqu'elle apprit le décès de sa mère adorée, qu'elle n'avait pas vue depuis un an. En dix ans passés en France, ma mère avait déjà perdu deux de ses frères et une sœur. L'éloignement géographique ne lui avait pas permis d'assister à l'enterrement. De plus, les moyens de communication n'étaient pas aussi développés à l'époque, ce qui accentuait son hasret, c'est-à-dire la nostalgie de sa famille.

Aujourd'hui, je continue à passer les grandes vacances en Turquie, une année sur deux. Mais à présent, j'y retourne avec mon mari et mes deux fils. Nous avons notre propre appartement là-bas, que nous avons acheté après notre mariage.

A chaque fois que je suis retournée en Turquie, c'était pour voir la famille. C'est pourquoi, quand les enfants seront un peu plus grands, nous aimerions profiter de notre séjour pour voyager dans les différentes régions et ainsi mieux connaître le pays.

# Sarun

---

Je m'appelle Sarun SUON. Je suis né en 1951 à Prêk Tameak, dans la province de Kandal, située à environ trente kilomètres au nord-est de la capitale, Phnom Penh.

Je suis le quatrième d'une famille de onze enfants. J'ai cinq sœurs et cinq frères. Mes parents étaient bijoutiers-orfèvres.

## Les années de formation

A l'âge de 14 ans, je suis parti à Phnom Penh pour entrer en classe de quatrième. Mes frères et sœurs sont restés à Prêk Tameak. Trois de mes sœurs se sont mariées avant la guerre civile de 1970.

En 1966, j'ai obtenu mon BEPC avant d'entrer à l'École technique agricole, dans la section « Eaux, forêts et chasse ». Après trois années d'études, j'ai obtenu mon diplôme. J'ai suivi en parallèle des cours d'aide-soignant. J'ai ainsi acquis le niveau nécessaire pour exercer les premiers soins. J'ai aussi appris à reconnaître les médicaments. Plus tard, j'ai passé le concours d'agent technique forestier. Je suis ainsi devenu fonctionnaire à la direction des Eaux, des Forêts et de la Chasse de Phnom Penh. En septembre 1970, j'ai été muté dans la ville de Païlin.

J'ai épousé Thavy en 1972. Elle travaillait dans l'épicerie de ses parents. Grâce à ma formation d'aide-soignant, à mes connaissances en médecine et en gestion, je suis devenu gérant du dépôt de la pharmacie centrale de son oncle, à Païlin.

Ayant accès aux médicaments, j'ai été amené à soigner les ouvriers qui travaillaient dans les mines de pierres précieuses de mes beaux-parents.



Parallèlement, le gouverneur (le « chef de province ») m'a nommé secrétaire général de la Croix-Rouge de Pailin. Ce qui m'a permis d'offrir davantage de soins à la population locale qui n'avait pas les moyens de payer les médicaments. Les officiers de santé du dispensaire - des militaires ayant reçu une formation médicale - ne donnaient en effet des médicaments qu'aux malades qui pouvaient les acheter.

Pailin est une toute petite ville, située à côté de la frontière thaïlandaise, près d'un bastion Khmer rouge installé dans la commune de Samlot depuis 1966. C'est une région où l'on trouve beaucoup de pierres précieuses, notamment des rubis et des saphirs. Région montagneuse avec des forêts très denses, c'est également une région dangereuse en raison du paludisme. Le paludisme est une maladie transmise par les piqûres de moustique, les anophèles. Il se manifeste par une très forte montée de fièvre. On peut en mourir.

## Les Khmers rouges

J'ai occupé le poste d'agent technique forestier de septembre 1970 au 17 avril 1975. Mon travail consistait à contrôler les exploitants forestiers, sous l'autorité du gouvernement. Ainsi, j'étais souvent amené à rencontrer les Khmers rouges. Ils contrôlaient la forêt et il m'arrivait parfois de manger avec eux.

Les Khmers rouges étaient des soldats « révolutionnaires », en lutte contre le régime en place, gouverné par le général Lon Nol. En mars 1970, celui-ci avait renversé l'ancien prince du Cambodge, Norodom Sihanouk. Ce dernier s'était réfugié en France, puis en Chine. Il avait incité les Cambodgiens à se retirer dans la forêt pour rejoindre les Khmers rouges et se battre à leurs côtés contre le nouveau régime républicain et pro-américain.

Les Khmers rouges ont donc commencé à combattre le régime en place dans toutes les régions frontalières du Vietnam. C'est ainsi qu'a débuté

la guerre civile entre les Cambodgiens communistes - les Khmers rouges - et les Cambodgiens libéraux. Cette guerre a causé un million de morts entre 1970 et 1975.

En ma qualité de technicien et membre de la Croix-Rouge, j'étais autorisé à traverser la forêt que les Khmers rouges contrôlaient. Mais je ne devais pas porter d'armes. Si je faisais une fausse manœuvre, je savais qu'ils pouvaient me tuer. Connus des Khmers rouges, je pouvais me déplacer seul, sans prendre trop de risques. Mon statut m'a permis d'apporter des médicaments aux personnes atteintes de paludisme dans des villages isolés.

La ville de Pailin était protégée par le régime républicain. Beaucoup de Cambodgiens se sont réfugiés dans cette province pour fuir les villes occupées par les Khmers rouges.

## L'exode

Le 17 avril 1975, je suis arrivé le premier au travail. J'ai reçu un appel de la direction de Phnom Penh pour nous avertir que les Khmers rouges avaient pris le pouvoir. On nous a demandé de hisser le drapeau blanc en signe de paix.

Plusieurs de mes collègues sont arrivés. Nous avons écouté la radio ensemble. Puis, le Gouverneur nous a appelé. Il a demandé aux fonctionnaires de réunir leur famille et de se mettre à l'abri près de la frontière thaïlandaise, distante d'environ 16 km, en cas de représailles.

Je suis rentré chez moi. J'ai demandé à ma femme de préparer de la nourriture pour quelques jours. A 15h, nous sommes partis avec toute la famille : mes trois enfants en bas âge, mes beaux-parents, ma belle-sœur, mes beaux-frères et les oncles de ma femme. Soit quatorze personnes au total. Nous vivions tous sous le même toit. Le départ s'est trouvé facilité car nous étions tous réunis.

Dix d'entre nous sont montés avec les vivres dans une Jeep que nous possédions. A Pailin, c'est un véhicule de référence pour se déplacer, vu l'état des routes. Les quatre autres membres de la famille conduisaient trois motos.

Nous avons également pris des fusils. Neuf kilomètres plus loin, des hommes armés sont sortis de la forêt pour nous arrêter. A la vue de nos armes, ils nous ont laissés tranquille. Et nous avons pu continuer.

Sur notre passage, nous avons croisé beaucoup d'autres personnes quittant la ville. Mais ils circulaient à pied, avec leurs baluchons sur la tête, les sacs dans une main et les enfants dans l'autre. C'était le début de la débandade ! Ils nous ont dit qu'il ne fallait surtout pas rester en ville quand les Khmers rouges arriveraient. « *On les connaît... Mieux vaut se mettre à l'abri, on verra après !* ».

Nous étions un peu naïfs : nous pensions que les Khmers rouges ne recherchaient que les fonctionnaires - j'en étais un - et les militaires - un des oncles de ma femme faisait partie de la PM, la « police militaire ».

Nous sommes arrivés à la frontière thaïlandaise vers 16h. Les consignes du Gouverneur étaient de rester camper au Cambodge. Dans la soirée, nous avons entendu diverses opinions. Les uns disaient : « *Il faut retourner à la maison pour éviter les pillages* ». Les autres pensaient qu'il fallait attendre à la frontière.

Vers 17h, mon beau-père – qui était aussi le patriarche - a ordonné à trois oncles de retourner à la maison avec les motos, dont une avait une remorque, pour récupérer les objets de valeur. Nous avions peur de ne plus rien retrouver à notre retour. Dans la précipitation, nous n'avions rien pris de valeur. Le reste était à la banque ! Nous avions peu d'argent sur nous. De toute façon, le riel - la monnaie du Cambodge - n'a plus eu cours quelque temps après la chute du gouvernement...

Nous avons préparé le repas. Pendant le dîner, nous avons entendu des tirs. Nous avons ainsi été prévenus que les Khmers rouges se rapprochaient. C'était la panique.

Après des heures de négociation entre le gouverneur de Pailin - lui-même militaire - et les officiers thaïlandais postés à la frontière, il fut permis à ceux qui le voulaient d'entrer en Thaïlande, à condition de ne posséder aucune arme à feu.

Mon beau-père a longtemps hésité à quitter le campement car il était pris de remords. Il regrettait d'avoir renvoyé ses trois beaux-frères à la maison. Il voulait les attendre, mais il nous fallait partir car on entendait les tirs se rapprocher. Nous avons alors décidé de traverser en Jeep la rivière qui faisait office de frontière. Nous avons évidemment remis tous nos fusils aux autorités thaïlandaises.

Presque tous nos compatriotes, civils et militaires, qui se trouvaient là ont agi comme nous. Il n'était facile pour personne de quitter notre pays pour entrer dans un autre de cette manière, même un pays voisin ! Nous ne savions ni ce qui nous attendait ni combien de temps nous allions y rester !

De l'autre côté de la frontière, des Thaïlandais armés nous attendaient. Il était 20h quand nous avons franchi le pont. Il faisait nuit noire. Nous avons dormi à même le sol. Notre bébé de trois mois a pleuré toute la nuit car il commençait à avoir des boutons dans la bouche. Mais nous ne savions que faire. Mes deux filles, âgées de deux et trois ans, pleuraient de temps en temps, elles aussi.

Pendant ce temps, les Khmers rouges étaient déjà parvenus à la frontière. Nous ne pouvions plus revenir. Nous sommes restés dans la forêt toute la nuit. Nous entendions des cris de toute part car nous n'étions qu'à quelques centaines de mètres du Cambodge. Cela a duré toute la nuit.

Le lendemain, nous nous sommes tous réunis pour nous organiser. Certains ont décidé de rentrer au Cambodge. Ils n'imaginaient pas que les Khmers rouges puissent tuer les civils... D'autres ont décidé de rester. Ce fut notre cas. Nous savions qu'il fallait attendre dans la forêt. Nous y sommes restés deux jours et deux nuits. La Croix-Rouge thaïlandaise est passée pour soigner les malades.

Nous écoutions la radio en permanence. C'est ainsi que nous avons appris que les Khmers rouges avaient fait prisonniers les militaires, les hauts-fonctionnaires, les cadres, les riches commerçants et toutes les personnes qui étaient revenues au Cambodge après avoir franchi la frontière. Nous avons appris aussi par les nouveaux arrivants que la ville de Pailin avait été évacuée et vidée de tous ses habitants.

Le troisième jour, la Croix-Rouge nous a finalement distribué du riz et du poisson sec. Les autorités thaïlandaises nous ont transférés trois kilomètres plus loin pour mieux nous protéger. Nous étions parqués dans une vieille école. Nous avons construit des abris avec des tôles et des feuillages trouvés sur place.

Pendant ce temps, l'état de santé de notre bébé empirait car les boutons se propageaient jusqu'au fond de sa gorge, ce qui l'empêchait de s'alimenter correctement. Il a failli mourir. Ma belle-mère le soignait comme elle pouvait, avec les moyens dont elle disposait: des médicaments anti-fièvre, de l'encre de Chine... Des remèdes et méthodes de « grand-mère »! La combinaison de remèdes était telle que l'on n'a pas su ce qui l'avait guéri définitivement au bout de trois mois. C'était un calvaire supplémentaire pour nous.

### **Le camp de réfugiés**

L'école était entourée de fils barbelés et surveillée par des militaires. Nous étions devenus des réfugiés. Cette école est devenue un camp de



Carte du Royaume du Cambodge

ស្រុកខែ្មរ



réfugiés, notre camp! Il s'appelait Klang Yai Pong Nam Rân. Il était situé dans la province de Chanthaburi, au Sud de la Thaïlande.

Les autorités thaïlandaises ont divisé le camp en deux: d'un côté, les familles civiles; de l'autre, les militaires et leurs familles. Nous étions environ 700 familles au début, puis 2200 quelques jours plus tard, soit 14 500 personnes environ.

Tous les nouveaux réfugiés nous racontaient la même chose: les Khmers rouges emprisonnaient les militaires, les fonctionnaires et les étudiants avant de les exécuter. Ensuite, ils transféraient leur famille dans des camps. Il existait des camps pour les hommes, les femmes et les enfants. Ils séparaient les familles.

Nous avons décidé de nous organiser à l'intérieur du camp. Nous avons ainsi créé une association d'entraide pour représenter nos compatriotes réfugiés face aux responsables du camp, aux organisations non gouvernementales (ONG) et aux représentants du Haut commissariat aux réfugiés (HCR). L'association a élu l'adjoint du gouverneur comme président, un policier comme vice-président et moi-même comme secrétaire. Les ONG étaient essentiellement composées d'organismes de missionnaires chrétiens occidentaux. Les Chinois étaient aussi présents, mais ils ne s'occupaient que de ceux qui parlaient chinois.

Plus tard, les représentants de la Croix-Rouge internationale et du HCR sont venus dans notre camp pour nous proposer de rejoindre les différents pays qui voulaient bien nous accueillir. Certaines familles sont donc parties rapidement aux Etats-Unis d'Amérique, au Canada, en Australie ou en Autriche.

Pour ma part, je ne pouvais pas me résigner à partir loin du Cambodge. J'espérais y retourner pour retrouver mes parents, mes frères et sœurs.

Quant à mes beaux-parents, ils espéraient voir revenir nos trois oncles avec les nouveaux réfugiés. Il en arrivait presque tous les jours, mais ils ne sont jamais revenus. Sept ans après, nous avons appris leur histoire. Seul l'un d'entre eux a été rescapé. Les deux autres sont morts.

## **La vie dans le camp**

Nous sommes restés dans ce camp de réfugiés pendant onze mois. Nous recevions l'aide alimentaire deux fois par semaine: du riz, de la viande, du poisson, des légumes et du lait pour les enfants.

Jour après jour, nous perdions l'espoir de retourner chez nous et de retrouver nos familles. La vie au camp était de plus en plus dure à supporter. Nous n'avions le droit de sortir que deux heures par jour pour nous laver dans la rivière. Nous n'avions presque pas de contact avec la population thaïlandaise. Si ces règles n'étaient pas respectées, nous étions violentés et des femmes, violées.

Au mois de novembre, nous avons donc organisé avec notre association d'entraide un rassemblement à l'intérieur du camp afin de réclamer auprès des autorités de meilleures conditions de vie et davantage de nourriture. Les personnes seules et les couples sans enfant ne mangeaient pas à leur faim. Ils recevaient des parts plus petites que les couples avec enfant(s). Quel que soit leur âge, les enfants recevaient la même portion que les adultes. Par ailleurs, nous avons constaté que la nourriture destinée aux réfugiés était en grande partie gardée par les autorités thaïlandaises.

Nous nous sommes présentés en groupe pour discuter. Mais la réponse du chef de camp, de la police et des militaires, a été immédiate et d'une violence extrême: ils ont ordonné de tirer sur les manifestants. Plusieurs sont morts et de nombreux autres ont été blessés.

Le soir même, les autorités du camp sont venues nous menacer. Elles

nous ont demandé de ne rien dire à personne, ni aux journalistes ni aux représentants du HCR. La terreur et la crainte ont régné pendant plusieurs jours dans le camp. Pire encore! Elles ont fait passer cet événement comme un acte de terrorisme commis par les Khmers rouges. Les militaires ont fouillé dans toutes les cabanes à la recherche d'armes ou d'indices de leur passage. Ainsi, la fusillade du camp Klang Yai est passée complètement inaperçue.

Trois jours après, les représentants de l'ambassade de France en Thaïlande sont venus nous rendre visite. Je leur ai expliqué discrètement les conditions dans lesquelles nous vivions. Ils nous ont alors proposé de partir pour la France. L'une des conditions requises était que le chef de famille parle et écrive le français.

A ce moment, j'ai compris que nous n'avions plus le choix. Il fallait partir et oublier la possibilité de rentrer au Cambodge, de retrouver nos parents, nos frères et nos sœurs.

Ce fut une décision difficile à prendre.

## Destination France

Après l'acceptation de nos demandes de visa pour entrer en France, nous avons été conduits à Bangkok pour réaliser les formalités administratives. Nous sommes restés quelques jours avant le départ. Nous avons retrouvé d'autres compatriotes, en partance eux aussi.

Nous avons pris l'avion le 18 mars 1976. Nous sommes arrivés en France le lendemain, à l'aéroport Roissy Charles De Gaulle, près de Paris. Après avoir passé onze mois dans un « enclos », logés dans une cabane de 9m<sup>2</sup> pour dix personnes, tout me paraissait grandiose et paradisiaque!

Dans l'avion, tous mes compatriotes ne comprenaient pas le français. Alors, quand l'hôtesse nous a proposé du whisky et du cognac, nous

avons accepté et certains ont failli s'étouffer! D'autres ont mis du sel dans leur café, à la place du sucre!

A l'aéroport, nous étions attendus par la Croix-Rouge française. Deux centres d'hébergement pouvaient nous accueillir, à Créteil et à Epinay-sur-Seine. Notre groupe fut alors divisé.

Avec ma famille et celle de mon beau-père, nous nous sommes rendus au foyer d'Epinay-sur-Seine, où logeaient sept autres familles et quatre célibataires. A notre arrivée, la Croix-Rouge nous a donné un peu d'argent de poche: dix francs par personne, en une fois.

## La vie parisienne

L'arrivée à Paris a été très dure. Il faisait encore très froid en ce mois de mars et nous n'avions pas de vêtements adaptés. Certains avaient peur de la neige!

Nous avons du mal à nous adapter à la cuisine locale: nous ne connaissons pas le fromage, ni le yaourt, ni la moutarde. Nous nous posions des questions sur nos capacités d'adaptation, nos habitudes, la langue, le climat...

Etant le seul à parler, lire et écrire le français, j'accompagnais des groupes un peu partout dans Paris. Partout où l'on nous disait de nous rendre pour recevoir de l'aide, à l'association d'entraide franco-cambodgienne, par exemple.

Les membres de cette association caritative nous ont expliqué que la vie en France allait être très dure et que nous ne pourrions pas subvenir aux besoins de toute notre famille. Ils nous ont conseillé de donner un ou plusieurs de nos enfants pour qu'ils soient adoptés et bénéficient d'une bonne éducation. Nous n'avions que ce seul conseil... Certaines familles ont accepté et signé un engagement. J'ai longtemps refusé mais, à bout d'argument et dans l'intérêt présumé de mes enfants, j'ai moi aussi

accepté de donner mes deux filles, âgées de trois et quatre ans, à un couple sans enfant.

Ce fut pour nous le jour le plus cruel que nous ayons vécu. Peut-être encore plus cruel que les atrocités commises par les Khmers rouges ! Nous n'avons pas dormi de la nuit, ressassant sans cesse cette horrible solution : pour sauver nos enfants, nous les abandonnions !

Mon beau-père s'est farouchement opposé à notre décision. Il nous a dit que nous n'avions pas vécu cette tragédie, fui notre pays, échappé à la mort plusieurs fois et sauvé les enfants de la famine pour les abandonner maintenant alors que touchions au but. Avec la paix en France, nous pouvions espérer y mener une vie meilleure ! Tant pis, nous aurions du mal à élever nos enfants mais nous resterions unis et garderions les enfants avec nous. Nous étions en larmes, hésitant à nous qualifier de barbares ou de sauveurs !

Le lendemain matin, lorsque le couple est venu chercher les enfants au foyer, nous avons refusé. Il n'était pas possible de nous séparer. Nous avons essuyé des remarques « désobligeantes » de la part du couple, mais aussi de l'association qui chapeautait le programme. Celle-ci nous a reproché de trahir notre parole. Elle a tenté de nous donner des remords. Elle nous a dit que nous le regretterions quand nous verrions nos enfants dans la misère, incapables que nous étions de leur donner une bonne éducation !

Aujourd'hui encore, je me réveille parfois la nuit en me rappelant que j'ai signé le document d'abandon de mes enfants. Sans la colère de mon beau-père, je ne les connaîtrais pas aujourd'hui. Et j'en ai encore honte !

Cette période a été très dure pour moi. Je n'avais pas de nouvelles de mes parents, ni de mes frères et sœurs. Les nouvelles que nous recevions sur la situation au Cambodge changeaient tous les jours. Quand nous rencontrions des étudiants cambodgiens qui voulaient repartir chez eux, nous leur expliquions la situation et les risques qu'ils couraient. Mais ils ne croyaient pas que les Khmers rouges puissent réellement tuer des civils.

## Sur le chemin de l'intégration

Deux semaines plus tard, nous avons été transférés de Paris vers le département de la Vendée, à Bourneau, une petite commune située à dix kilomètres de Fontenay-le-Comte. Dans le château de De Lattre de Tassigny, transformé en maison de retraite, nous avons été logés dans deux chambres pour nous cinq.

Durant les six mois passés dans ce centre d'hébergement, nous avons appris le français. Nous avons appris à nous adapter à la vie en France. Nous avons également été accueillis pendant une semaine dans une famille pour nous intégrer à la vie sociale et enseigner à nos enfants comment s'adapter à la culture française. Nous gardons tous des souvenirs inoubliables de ces moments passés en famille.

A cette période, nous cherchions du travail. L'entreprise Michelin a proposé d'embaucher tout le monde. Et c'est ainsi que nous avons déménagé à la Roche-sur-Yon.

Seul mon beau-père et moi-même n'avons pas été embauchés dans cette entreprise. Mon beau-père, en raison de son âge, et moi-même parce que j'étais un ancien fonctionnaire et que je parlais « trop bien » le français... Heureusement, j'ai rapidement trouvé un emploi à l'usine Esswein, un fabricant d'appareils électroménagers. J'ai donc commencé à travailler en tant qu'agent de fabrication. Il m'a fallu un peu de temps pour

m'habituer au rythme des 3/8. Travailler la nuit, c'était un peu dur. Mais il fallait vivre et payer les factures, le loyer, le transport...

Quant à ma femme, elle s'occupait des trois enfants à la maison. Elle les emmenait à l'école et c'est ainsi qu'elle a fait la connaissance d'une famille française, dont la femme était d'origine italienne. Celle-ci lui a appris le français pendant ses temps libres. Nous avons eu beaucoup de chance de les rencontrer. Nous sommes devenus très proches. Ils nous ont permis de rencontrer d'autres Français et de nous intégrer.

Un an plus tard, j'ai été licencié pour motif économique. Mais je n'avais pas travaillé suffisamment longtemps pour percevoir les indemnités chômage...

Nous connaissions d'autres Cambodgiens qui travaillaient à l'usine Ford de Bordeaux. Mon beau-père et moi-même avons donc postulé. Mon beau-père a été refusé, mais je ne pouvais pas accepter de travailler à Bordeaux sans lui: nous sommes toujours restés côte à côte, sa famille et la mienne, depuis notre exil. Nous avons besoin les uns des autres.

Je me suis présenté à une conseillère du bureau d'accueil des étrangers de La Rochelle. Elle m'a tout de suite proposé un poste dans une petite entreprise de fabrication de pièces de décoration pour bateaux.

J'étais hébergé au foyer des jeunes travailleurs en attendant d'avoir accès à un logement HLM pour pouvoir faire venir ma famille.

Trois mois plus tard ma femme et mes enfants sont venus me rejoindre tandis que la famille de mon beau-père choisissait de rester à La Roche-sur-Yon. Celui-ci avait en effet trouvé un travail dans la cuisine d'une clinique.

Après quelques mois, j'ai trouvé un autre emploi dans une plus grosse entreprise maritime. Je me suis formé auprès d'un technicien. Au bout

de quelque temps, j'ai pu faire embaucher deux compatriotes. J'ai alors accédé à un poste plus important. J'avais la responsabilité de plusieurs personnes à former.

J'ai bénéficié d'une augmentation avant d'être félicité. J'étais si heureux de cette petite réussite. Mon travail me plaisait beaucoup. Jusqu'au jour où un apprenti a laissé tomber un bloc d'acide que j'ai reçu sur le visage... J'ai été arrêté pendant un mois. Suite à cet événement, j'ai souhaité démissionner. Ne voulant pas me laisser partir, mon patron m'a proposé de m'augmenter à nouveau. Mais j'ai refusé: je ne voulais pas mourir à cause de mon travail!

Je me suis alors inscrit à l'ANPE pour entrer en formation de tourneur, puis de magasinier, à Rennes.

C'est ainsi que je suis venu en Bretagne pour la première fois, en 1979.

## **Rennes, enfin**

Ces formations ont duré sept mois. Tous les week-ends je rentrais à La Rochelle voir ma famille. Ce fut une période assez difficile car je devais faire de nombreux allers-retours et ma femme se retrouvait seule pour s'occuper de nos trois enfants.

En même temps, je me rendais compte que Rennes était une ville très agréable, bien plus grande que La Rochelle. J'ai rencontré beaucoup de Cambodgiens. J'ai même retrouvé un ami d'école, venu y faire ses études. Nous avons beaucoup échangé sur cette ville. Il me conseillait de m'y installer avec ma famille. J'y trouvais beaucoup d'avantages, comme celui que mes enfants puissent y faire leurs études plus tard.

La même année, dès que ma demande en HLM eut reçu une réponse favorable, ma femme et nos trois enfants m'ont rejoint à Rennes. Un an après, la famille de mon beau-père nous a suivis. Nous habitons dans l'une des tours de la place du Banat, au Blosne, aux 4e et 5e étages.

C'est aussi cet ami qui m'a fait découvrir l'AKIV, l'association khmère d'Ille-et-Vilaine, dont il était le trésorier. Elle venait de se créer et permettait aux ressortissants de se rencontrer, de s'entraider, de parler du pays et de vivre nos traditions. Nous en avions tant besoin ! J'ai donc décidé de m'y investir et suis devenu adhérent.

Depuis mon adhésion à l'association en 1979, j'ai été élu successivement secrétaire-adjoint, secrétaire, puis trésorier jusqu'en 1997. Très vite, la Ville de Rennes a mis des locaux à notre disposition. Ce fut une chance extraordinaire pour notre développement.

Début 1998, les membres de l'association m'ont élu président, jusqu'en janvier 2005. Un plus jeune m'a ensuite succédé. Mais je suis toujours adhérent, bénévole et membre actif du Conseil d'administration, en qualité de conseiller du président.

L'AKIV ne cesse de se développer et de s'ouvrir. En 1998, nous avons modifié nos statuts pour permettre à toute personne, quelle que soit son origine, de s'y investir. Nous avons rajouté dans nos objectifs la volonté de s'inscrire dans une démarche citoyenne et d'accéder à la parité homme/femme dans toutes nos activités et représentations.

Nous avons énormément travaillé avec la Ville de Rennes et collaboré à de nombreuses manifestations. C'est une expérience très enrichissante. J'ai appris énormément de choses sur l'organisation de la société française. Ce qui nous a permis de faire évoluer notre association et de favoriser une meilleure intégration de nos membres. Je suis fier et heureux de cette collaboration.

Nous avons également beaucoup collaboré avec d'autres associations de quartier, d'origine étrangère. Nous avons particulièrement fait attention à insérer au maximum les jeunes qui étaient un peu laissés de côté lors de la création de l'association. A cette époque, ils n'étaient pas la priorité.

En arrivant à Rennes, ma femme et moi avons pu trouver un travail rapidement. Ma femme est devenue retoucheuse dans des boutiques de vêtements. J'ai été pour ma part employé comme magasinier dans une entreprise de pièces détachées, au Rheu. En 1983, nous avons fait construire notre maison à Saint-Jacques-de-la-Lande et d'autres membres de la famille sont venus nous y rejoindre.

Quelques années plus tard, mon dos me faisait tant souffrir que j'ai décidé de cesser de travailler dans l'entreprise du Rheu.

En 1986, ma femme et moi avons créé un restaurant de spécialités cambodgiennes à Rennes. Son nom ? Apsara, ce qui veut dire la « danseuse céleste ». Notre famille nous a beaucoup aidés pour l'ouverture de ce restaurant : nos enfants, ma belle-sœur et mon beau-frère ont énormément travaillé. Ils continuent toujours de nous aider quand nous en avons besoin.

En vingt ans d'expérience dans la restauration, j'ai formé une dizaine de jeunes, en salle et en cuisine. Je suis même intervenu comme formateur auprès des écoles professionnelles, comme la Faculté des métiers de Ker Lann, avec laquelle j'ai formé deux apprentis.

En 2003, je suis tombé malade. J'ai dû arrêter de travailler pendant deux ans car je ne pouvais plus me servir de mon bras droit. Ensuite les médecins m'ont envoyé au centre de convalescence pendant deux mois, avant d'être reconnu travailleur handicapé.

Ne pouvant plus travailler dans la restauration, j'ai dû chercher un autre travail. Après cinquante ans, quand on est d'origine étrangère, ce n'est pas une chose facile ! Après toutes ces années passées à aider les autres, je me retrouvais à demander de l'aide. Au cours de ma vie rennaise, j'ai heureusement eu l'occasion de rencontrer beaucoup de monde et de bien connaître l'organisation de la société rennaise. J'ai ainsi été embauché

à l'UAIR (Union des associations interculturelles de Rennes) en qualité d'animateur chargé des associations membres. Un poste que j'occupe encore aujourd'hui.

Ma femme a repris seule le restaurant après moi. Elle a embauché deux jeunes cousines. Ce n'est pas toujours facile car elle est restée longtemps à la maison pour s'occuper des enfants et des anciens. Elle n'a pas suivi de formation. Elle éprouve donc quelques difficultés avec le français, mais les clients du restaurant sont très gentils et compréhensifs. Ils reviennent toujours et apprécient notre accueil autant que notre cuisine! Nous leur en sommes très reconnaissants.

Je suis très fier de ce que ma femme et moi-même avons pu accomplir pour notre famille et nos compatriotes, malgré les dures épreuves que nous avons traversées depuis notre exil, en 1975.

Nos enfants se sont bien intégrés à la vie d'ici. Ils ont tous fait des études. Ma première fille est juriste. Elle a épousé un Français du Sud. Ils vivent à Johannesburg depuis cinq ans. Ma seconde est dentiste. Mon fils est licencié en sociologie et informaticien. Il travaille dans un magasin, à Rennes. Tous les deux ont épousé des Bretons de Rennes.

Quant à mes beaux-frères et ma belle-sœur, ils se sont bien intégrés. Ils ont fait des études, eux aussi. Celui qui est arrivé en France à l'âge de treize ans, sans savoir ni parler ni compter en français, est devenu médecin-ostéopathe et acupuncteur.

Je n'oublie pas que cet accomplissement est dû en partie à la chance qu'il nous a été donnée de rencontrer des gens formidables sur notre chemin d'intégration. Aujourd'hui, je souhaite continuer à donner, à partager mes expériences d'intégration et de travail avec les jeunes ou les nouveaux arrivants.

Chez moi, on dit: « *Quand on pense aux autres et que l'on donne, alors on reçoit le bonheur* ».

# Shabnam

---

Je m'appelle Shabnam. Je suis née à Téhéran, la capitale de l'Iran, de parents biculturels. Je suis la plus jeune d'une grande fratrie.

J'ai suivi toutes mes études secondaires à Téhéran, sous le régime du Shah - le monarque. En 1974, à l'âge de 18 ans, je suis venue en France pour compléter ma formation supérieure.

Avant la Révolution islamique (1979), la vie en Iran ressemblait à celle des pays occidentaux. Celui qui ne faisait pas de politique n'avait pas de problème. La religion n'était pas en contradiction avec la vie moderne.

## La religion chiite

Avant que l'islam ne s'impose au VIII<sup>e</sup> siècle, les Iraniens pratiquaient une religion très ancienne, appelée le zoroastrisme. Religion monothéiste, elle constituait la principale religion de l'Empire perse, en pleine expansion au Moyen-Orient entre – 559 av. J.-C. et 651 après J.-C. Elle fut fondée par le prophète Zarathoustra - Zoroastre selon l'ancienne prononciation grecque. Le message de Zoroastre a été fidèlement transmis d'une génération à l'autre depuis plus de 3 000 ans.

Dans cette religion, Dieu est connu sous le nom d'Ahura Mazda, « sage Seigneur ». Ahura Mazda est le créateur du monde et la force universelle du bien. À lui s'oppose Ahriman, un esprit destructeur et la force du mal. Pour le genre humain, la vie est un combat constant entre le bien et le mal. Les bons sont envoyés au ciel alors que ceux qui ont choisi de faire le mal sont chassés en enfer. À la fin, le bien triomphera du mal. Les êtres humains seront ressuscités et les mauvais seront envoyés en enfer pen-



*Autre fois appelée Perse, l'Iran est une civilisation vieille de 3 000 ans. Ce pays est trois fois plus grand que la France. Il est entouré au nord par les républiques de l'ex-URSS, à l'est par l'Afghanistan et le Pakistan, à l'ouest par la Turquie et l'Irak, et au sud par le Golfe Persique.*

dant un certain temps. Un jour, tous pourront obtenir pardon pour leurs péchés. Ils seront purifiés avant de pouvoir retrouver Dieu.

Le principal symbole du zoroastrisme est le feu, qui représente la lumière de Dieu. Un feu brûle continuellement dans les principaux temples. En d'autres endroits, on allume un foyer lors des offices religieux. Le feu est le point central des activités de culte. On commet souvent l'erreur de croire que les adeptes du zoroastrisme vénèrent le feu. En fait, il s'agit simplement d'un symbole, tout comme les images et les icônes sont des symboles dans d'autres religions.

Il existe toujours 30 000 adeptes de cette religion en Iran, concentrés particulièrement à Yazd, une ville située dans le sud du pays. Mais depuis l'arrivée de l'Islam au VIII<sup>e</sup> siècle, la religion majoritaire en Iran est le chiisme.

Le chiisme est la principale branche dissidente de la religion islamique. Les divergences avec le sunnisme, majoritaire, sont moins importantes que les éléments communs que sont les croyances dans un Dieu unique et dans le message de Mahomet.

Le chiisme s'est constitué autour d'une question capitale, celle de la succession du prophète Mahomet. Après la mort de Mahomet, les premiers califes ont été désignés parmi les proches de celui-ci. Ali, cousin et gendre du prophète, quatrième calife, régna de 656 à 661. Déposé par une révolte, il fut assassiné. La Chi'a, le « parti d'Ali », défendit les droits de ses descendants contre les califes officiels. Pour reprendre une expression de Louis Massignon, ils sont « les légitimistes de l'Islam ».

Le chiisme a grandement évolué au cours de l'histoire: il s'est divisé en plusieurs tendances qui se définissent à partir des imams - les successeurs d'Ali - auxquels elles se réfèrent. La place des imams est centrale

pour le chiisme puisque ceux-ci continuent le cycle des prophètes qui, pour les sunnites en revanche, s'est clos avec Mahomet.

Parmi ces imams, Hussein, fils d'Ali et le troisième d'entre eux, occupe une place importante. Poursuivi par Yazid, le calife Omeyyade, il fut cerné à Kerbala, en octobre 680. Malgré la soif, il résista longtemps avec ses soixante-douze compagnons, mais fut finalement tué. Le martyr d'Hussein et sa résistance au « mauvais » calife jouent un rôle crucial dans la mythologie chiite. Ils ont même été utilisés dans la lutte contre le Shah d'Iran. Tous les ans, durant le mois de muharram, des cérémonies expiatoires spectaculaires retracent le geste d'Hussein.

Les divisions dans le chiisme tiennent non seulement à la définition de la lignée des imams, mais aussi à leur rôle. Pour le plus grand nombre - en particulier les Iraniens, les chiites irakiens et libanais -, appelés Imâmites ou Duodécimains, douze imams se sont succédé en tenant leur pouvoir de Dieu, ce qui les rend infaillibles. Le dernier, Mohamed, a disparu en 874. Après avoir communiqué avec le monde extérieur, à travers des messagers, il s'est « retiré », mais reste vivant: c'est la grande « occultation ». « *La communauté n'a plus de chef visible absolu, jusqu'à la fin des temps où le Mahdi attendu reviendra instaurer un règne de justice et de vérité* », écrit Louis Massignon.

L'ayatollah Khomeyni, guide religieux musulman en opposition avec le régime du Shah, était interdit de séjour en Iran depuis bien des années. Exilé en Irak, il a ensuite été hébergé par la France, jusqu'en 1979. A cette date, la destitution de Mohamed Réza Shah, le souverain, a provoqué le retour de l'ayatollah Khomeyni, lequel a proclamé la République islamique.



## La Révolution islamique

Pour les jeunes, la révolution était un message d'espoir et de changement de la société après la monarchie des Pahlavi. En rentrant dans mon pays, en 1980, à l'image de tous les jeunes, des intellectuels et notamment de la gauche, j'ai soutenu ce mouvement, en opposition à l'ancienne dictature du Shah.

L'ayatollah Khomeyni était alors soutenu par plusieurs pays puissants comme la France, l'Allemagne, l'Angleterre et, bien évidemment, les Etats-Unis. Ces pays avaient peur que l'Iran ne bascule dans un régime communiste, soutenu par la Russie (URSS) par l'intermédiaire des Moudjahidin, la gauche islamiste iranienne.

Les deux premières années du régime ont été relativement démocratiques. Peu de temps après, les portes du pays se sont refermées. Les accès ont été fortement réglementés.

À cette époque, les tenues vestimentaires n'avaient pas encore changé pour les femmes. Comme les jeunes filles de mon âge, je m'habillais à l'occidental. Mais progressivement, le régime des Mollahs s'est mis en place pour confisquer la révolution. Les « droits islamiques » ont commencé à apparaître.

Cependant, les femmes ont résisté partout et pour tout, en continuant à progresser dans tout ce qu'elles entreprenaient. A titre d'exemple révélateur, les jeunes femmes représentent aujourd'hui 60 % des étudiants à l'université. Elles continuent à éduquer leurs enfants, en désaccord avec les méthodes utilisées par le régime. Elles occupent des postes ministériels et parlementaires. La plus célèbre d'entre elles, Shirin Ebadi, se bat depuis le début de la révolution pour les droits des enfants en détresse, les droits des prisonniers politiques et les droits de l'homme. Elle a obtenu le prix Nobel de la Paix en 2003.

Un an à peine après la révolution, la guerre a éclaté entre l'Iran et l'Irak. Ce dernier a profité de ces moments de trouble pour attaquer l'Iran, affaibli par sa révolution et fortement mobilisé par sa réorganisation interne.

Devant la nécessité, pour préserver l'unité du pays en lutte, les Iraniens ont fait appel à leur sentiment nationaliste très fort pour se rassembler et se mobiliser.

Puis, peu à peu, les opposants aux idées du régime se sont trouvés réprimés. Les femmes ont été cantonnées aux tâches domestiques. Le port du foulard est devenu fortement conseillé, notamment pour travailler ou se rendre dans les lieux publics. Il est devenu progressivement obligatoire : les femmes se sont vues interdire toute sortie en public sans foulard. Les gardiens de la révolution, les sentinelles - les Pasdaran - sont partout. Les milices - les Basijis - rodent dans les rues. Les femmes sont maltraitées. De peur d'être agressés, elles se plient aux consignes qui leur sont données. Pourtant, la femme garde une place centrale en Iran. Elle a toujours joué un rôle important, autant dans la société qu'au sein de la famille. Ainsi, elle travaille et s'occupe toujours de l'éducation de ses enfants, malgré le durcissement de ses conditions de vie.

Parallèlement, les hommes se sont vus interdire le port de la cravate ainsi que les chemises à manches courtes, symboles de la vie occidentale.

Les Iraniens disent avec dérision : « *Avant la révolution, on priait à la maison et on buvait dehors, après, on boit à la maison et on prie dehors !* ».

Avec la guerre, la vie s'est organisée autrement. Les lieux de culture et de beaux-arts, ainsi que les conservatoires de musique ont fermé les uns après les autres. Celles et ceux qui travaillaient dans ces lieux se sont retrouvés sans travail.

Enseignante, j'ai dû m'adapter, comme beaucoup d'autres. J'ai donné des cours particuliers à la maison. Les notions de famille et de solidarité

étant très fortes chez les Iraniens, ce nouveau mode de travail prenait tout son sens. Bien évidemment, les personnes âgées y trouvaient aussi leur place.

Alors que les frontières étaient fermées, beaucoup d'Iraniens ont tenté de fuir le pays, prenant le risque de courir de nombreux dangers. Il faudra attendre 1983 pour que les frontières soient à nouveau ouvertes. Il fut alors possible d'obtenir un passeport. En 1984, je suis donc partie en France pour la deuxième fois, pour pouvoir vivre normalement et exercer mon métier d'artiste.

Deux de mes frères, médecins, sont restés en Iran car ils considéraient avant tout leur métier comme un devoir vis-à-vis d'autrui. Mes autres frères et sœurs ont tous émigré à l'étranger.

## La vie en France

Arrivée à Paris, j'ai trouvé rapidement un travail grâce à mes diplômes et l'appui d'un ancien professeur, avec qui j'avais déjà collaboré pendant mes études.

En 1992, mariée avec enfant, je me suis installée avec ma famille dans la métropole rennaise. Je me suis intégrée très rapidement, aussi bien sur le plan personnel que professionnel.

Je n'ai demandé la naturalisation française qu'en 2003. Jusqu'alors, ce point me posait question. D'une part, je n'avais jamais été inquiétée avec mes papiers iraniens. D'autre part, la double nationalité n'était toujours pas acceptée par l'Iran. Enfin, je ne me résignais pas non plus à abandonner ma nationalité iranienne: je ne pouvais pas renoncer à ma culture d'origine qui, pour une grande partie, a fait de moi ce que je suis aujourd'hui.

En assumant complètement et pleinement mes origines et ma culture, j'ai pu mieux comprendre et respecter les autres, ce qui m'a permis de m'intégrer sans difficulté à la vie française. De mon point de vue, la France, c'est comme un mari: on est parfois en colère contre lui, on se fâche parfois avec lui, mais on le choisit tous les matins parce qu'on l'aime. L'Iran, c'est comme les parents: une partie intégrante de soi, que l'on aime, quels que soient ses défauts ou ses qualités. Si la France est le pays de mon cœur, l'Iran est celui de ma naissance. Et je suis une citoyenne du monde.

Après toutes ses années loin de ma famille, je n'éprouve pas de nostalgie. J'ai réussi ma vie et mon travail en France. Je vis ma culture en liberté, pleinement responsable de mes actes.

J'ai transmis ma culture à mon fils, notamment la langue paternelle. Pour moi, c'est un devoir de transmettre sa culture. C'est très important que mon fils puisse communiquer avec ses grands-parents, ses cousins et les amis. En Iran, il se sent comme chez lui. Il y retourne souvent, même seul. En famille, nous y retournons nous-mêmes souvent. Dans la mienne, nous comptons cinq nationalités différentes aujourd'hui!

Je n'ai jamais eu à subir d'attitudes racistes. Ni ma peau ni les traits de mon visage n'indiquent mon origine. Seul un léger accent trahit parfois une langue maternelle différente. Quand je ne parle pas, personne ne devine que je suis d'origine iranienne. C'est sans doute pour cette raison que je n'ai jamais été « inquiétée », ni considérée comme une étrangère. Sans doute est-ce aussi le fruit de ma personnalité, de l'environnement professionnel et personnel favorable dans lequel j'ai évolué.

Au cours de ma carrière, j'ai souvent rencontré des enfants d'origine étrangère. J'ai toujours veillé à leur transmettre la fierté de leur culture

d'origine et leur apprendre à lutter contre le sentiment de honte que certains pouvaient ressentir. A cet égard, je pense que le rôle des parents est essentiel.

Parallèlement, j'ai gardé des liens avec les Iraniens qui vivent en France. J'organise et je participe avec eux aux fêtes symboliques persanes, notamment le Nouvel an, qui se fête le 21 mars du calendrier français.

Je n'ai pas rencontré de difficultés d'adaptation en France. Cependant, j'ai pu observer des modes de pensée différents. Ainsi, quand je prends position sur un sujet, généralement d'ordre social, on pense souvent que je m'exprime ainsi parce que je suis d'origine iranienne. Or j'exprime mes idées en tant que « citoyenne », non en tant qu'Iranienne ou Française ! Aujourd'hui, je m'étonne et regrette profondément que l'on monte les Français les uns contre les autres, sous de faux prétextes. Quand on parle des anciennes colonies, il faut garder en tête que ce sont des Français, tout simplement.

Depuis la révolution, l'image que donnent les médias français de l'Iran est souvent loin de la vérité. Les télévisions donnent le sentiment que les Iraniens sont anti-Européens ou anti-Américains, ce qui est entièrement faux. Il faut savoir distinguer le régime et sa population.

Les gens discutent librement dans la rue, dans le taxi ou au restaurant. Ils ont acquis la maturité politique qu'ils n'avaient pas au temps du Shah. Cependant, la vie reste difficile surtout pour les couches moyennes de la société. L'économie est à deux vitesses. Les villageois fuient vers les grandes villes, lesquelles se trouvent à leur tour asphyxiées par une population dense. Ainsi, la ville de Téhéran compte aujourd'hui 12 millions d'habitants.

## **L'engagement associatif**

Je me suis engagée dans la vie associative rennaise. Avec quelques hommes et femmes volontaires, nous avons fondé l'Association franco-iranienne de Bretagne, laïque et apolitique. Son objectif est de favoriser la compréhension mutuelle des cultures française et iranienne, ainsi que de promouvoir la culture iranienne à l'aide de projets éducatifs, culturels, sociaux et humanitaires.

Aujourd'hui, l'association compte une centaine de membres, français et iraniens. On la fréquente par affinités, non pour des raisons ethniques ou communautaires.

Depuis sa création, l'association a mis en place des cours de persan et de français. Elle organise des concerts de musique traditionnelle persane, des conférences et des débats en invitant des artistes, des personnalités et des écrivains, autant de soirées qui symbolisent la culture iranienne.



*favela dos Alagados*

## Vilma

---

Je m'appelle Vilma.

Je suis née en 1963 dans une favela de Salvador de Bahia, dans la région du Nordeste, au Brésil. C'est la région la plus pauvre du pays de mon point de vue, mais la plus riche sur le plan culturel.

La ville de Salvador est partagée en deux :

- la partie haute, où se trouvent les quartiers riches du centre ville ;
- la partie basse, où sont situés les quartiers pauvres, dont fait partie la favela dos Alagados, où je suis née.

### **Dans la favela**

Ma famille est d'origine africaine, indienne et portugaise. Mes arrière-grands-parents sont arrivés au Brésil en tant qu'esclaves. Salvador est la plus grande concentration de Noirs, en dehors de l'Afrique, où l'on pratiquait le commerce d'esclaves.

Mes parents sont issus de la campagne. Ils sont venus chercher du travail en ville. A 12 ans, ma mère travaillait comme employée domestique chez les « Blancs » tandis que mon père, manutentionnaire, déchargeait des marchandises. Ils se sont rencontrés et se sont mariés.

Après le mariage, ma mère est devenue lavandière. Elle a eu dix-sept grossesses. Dix enfants sont encore vivants aujourd'hui. Je suis la huitième. Les sept autres sont morts de maladies.

Il fallait un logement pour la famille, alors mon père a fabriqué une maison sur pilotis dans le marais surnommé « Alagados », ce qui veut dire « quartier inondé ». Cette zone a été gagnée sur la mer. Et elle était régulièrement inondée à marée haute.

Au départ ce n'était pas un quartier. Mon père en était un peu le pionnier : c'est lui qui y a construit la première maison. En peu de temps, cette favela s'est agrandie. Les familles qui n'avaient pas les moyens d'acheter un terrain sont venues à leur tour pour y construire leur « Baracos », de petites baraques en bois ou en carton. Les nouveaux arrivants étaient surnommés « les envahisseurs » parce qu'ils n'avaient pas l'autorisation de construire.

Le marécage où nous habitions était situé en bordure de mer. En mars, lorsque la marée montait, on s'amusait beaucoup. Comme nous n'avions pas d'eau ni d'électricité, mon père allait chercher de l'eau douce de l'autre côté de la baie, avec un bateau qu'il avait fabriqué. Il la vendait aux habitants.

Au début, nous avons appris à vivre avec peu de moyens. Nous nous nourrissions de ce que la mer nous apportait (crabes, fruits de mer, etc.) C'était une phase de prospérité : « o ciclo do caranguejo », autrement dit « le cycle des crabes ».

Mais cette époque n'a pas duré longtemps. Très vite, une autre phase est survenue, que j'ai nommée « o ciclo do lixo », « le cycle des ordures ».

En effet, le gouvernement de l'état de Bahia avait pris la décision d'enterrer le quartier. Nous pensions qu'il le ferait avec du sable ou de la terre. En fait, ils ont décidé d'entasser à Alagados toutes les ordures de la ville.

Du jour au lendemain, nous avons été obligés de nous réadapter. A partir de ce moment, notre vie a radicalement changé.

Notre quartier est devenu une vraie décharge publique !

Ce fut la fin de notre alimentation basée exclusivement sur la mer parce que tout ce qui en provenait était contaminé. A la place, on se nourrissait de ce que l'on trouvait dans les ordures. Avec elles, on s'alimentait et on

s'habillait. On survivait comme des porcs ! Parfois, des camions acheminaient de la nourriture provenant des restaurants ou des fins de marchés. Il y avait de tout dans les décharges. Il arrivait que l'on retrouve des morceaux de bras, des bébés morts dans des boîtes à chaussures...

Avec les ordures, il y avait beaucoup d'odeurs et d'infections. Le taux de mortalité était donc plus important au sein de la favela. Tout était pollué ! Toutefois, nous avons quand même mis en place un système de recyclage, permettant de tout récupérer, y compris l'eau.

Puis les ordures ont été recouvertes par une couche de sable.

J'ai travaillé dans les décharges dès l'âge de 6 ans, comme tous les enfants, pour gagner un peu d'argent et aider à la maison. C'est la vie des enfants issus des quartiers pauvres dans toute l'Amérique latine !

A Alagados, on trouvait des petits boulots partout.

A l'âge de 11 ans, j'ai travaillé dans l'épicerie de ma voisine. Elle me payait tous les dimanches. Une partie de ce que je gagnais revenait à ma mère et je gardais un peu d'argent pour m'acheter ce que je voulais.

J'allais à l'école le matin à pied parce que le car coûtait trop cher. Je devais marcher plusieurs kilomètres. L'après-midi, je travaillais.

Aller à l'école tous les jours m'était difficile parce que mes parents ne pouvaient pas m'acheter de fournitures scolaires. Je partais souvent le ventre vide.

Malgré toutes ces difficultés, j'ai pu poursuivre mes études jusqu'au bac, en 1986.

Ensuite, j'ai commencé à militer dans les favelas d'Alagados et du Calabar, une favela située dans le quartier « noble » de la ville. Le gouvernement de Bahia voulait en chasser la population afin d'y construire de nouveaux

immeubles. J'ai soutenu les habitants et aidé les jeunes noirs pauvres à développer leur conscience politique, à ne pas accepter la misère comme une fatalité.

Aujourd'hui, il y a des rues, de l'eau et de l'électricité dans la favela. Le quartier ne repose plus sur du sable mais sur du béton. Et les « envahisseurs » possèdent désormais un titre de propriété.

Mais la violence s'est installée avec le « cycle des ordures ». Ces ordures étaient une richesse qui permettait à chacun de faire son « commerce ». La violence n'a jamais cessé d'augmenter alors que les gens qui habitaient Alagados subissaient une véritable oppression.

Toute ma famille vit encore là-bas.

Je retourne chaque année au Brésil pour retrouver tous les gens que je connais. Notre maison de bois est en brique aujourd'hui. Elle compte désormais trois étages. L'endroit où je suis née est en quelque sorte devenu la partie « riche » de la favela. Alagados compte maintenant 30 000 habitants.

## La découverte du théâtre

A 15 ans, j'ai rencontré la troupe de théâtre brésilienne Pau Brasil. Les comédiens terminaient la tournée d'une pièce, Macunaima, qu'ils ont jouée dans le monde entier. Quatre membres de la troupe souhaitaient développer un projet pilote pour sortir les jeunes des favelas. Conseillés par un organisme social et culturel de la ville, ils ont choisi de réaliser leur projet à Alagados. C'est ainsi que plusieurs lycéens et moi-même avons pu participer à cette expérience.

Pendant un an, nous avons travaillé sans relâche tous ensemble. Pour clore les ateliers, nous avons monté une pièce qui racontait notre existence, l'histoire du quartier et les conditions dans lesquelles nous vivions dans la décharge.

La pièce que nous avons jouée portait le nom de notre favela, Alagados. Nous l'avons présentée un peu partout dans l'Etat de Bahia.

Notre travail a eu de fortes répercussions dans tout le Brésil. Nous étions très connus et avons beaucoup de succès. Ce fut un exemple de réussite pour le Brésil.

A partir de cette expérience, j'ai décidé de rester dans ce milieu et de me former à une technique particulière qu'on appelle le « théâtre de l'opprimé », au sein de la confédération bahianaise de théâtre.

Le théâtre de l'opprimé est basé sur la vie concrète des gens. On agit sur le long terme auprès d'individus en situation de détresse. On réalise un travail d'assistance « psychologique » avec eux.

Avant ce projet, il n'y avait rien dans mon quartier : ni théâtre, ni cinéma. Un an après, nous avons constitué un groupe avec les participants au projet. Nous travaillions en autonomie au lycée. Ensemble, nous voulions faire partager notre expérience aux habitants du quartier, en les formant à notre tour et en réalisant d'autres projets pour ouvrir la favela à la culture.

C'est à ce moment qu'est né le mouvement culturel d'Alagados. Il s'agissait d'une forme de « commission d'animation », à travers laquelle nous proposons des ateliers et des activités dans un collège.

C'est ainsi que j'ai vu un film pour la première fois à Alagados, grâce au ciné-club que nous avons créé. On y projetait des films une fois par mois, sur un drap en guise d'écran.

Puis, nous avons demandé à l'État de nous construire un hangar pour continuer à travailler en autonomie. C'était une période d'élections, le moment idéal pour formuler des demandes ! Le gouvernement nous a proposé de construire un ciné-théâtre à Alagados, L'Éléphant blanc.

Nous avons pensé que la gestion du bâtiment serait sous notre contrôle. Mais le gouvernement a préféré nommer des personnes du centre-ville

de Salvador pour s'en occuper. Ces gens-là ne connaissaient pas la favela ni la communauté qui y vivait.

Nous nous sommes alors rendus compte que le gouvernement avait profité de notre expérience et de notre idée pour obtenir les voix des gens du quartier. Nous étions en colère parce qu'ils nous avaient abusés. Nous avons beaucoup manifesté pour que le gouvernement nous laisse la direction de la structure. C'était notre projet. Le travail qui était réalisé n'avait plus aucun rapport avec ce que nous faisons auparavant.

Je me suis battue jusqu'à la fin de l'année 1987 pour que le gouvernement reconnaisse nos compétences. J'ai finalement arrêté parce que je me sentais menacée. J'avais écrit plusieurs articles dans des journaux pour dénoncer les « magouilles » du directeur de la structure, nommé par la fondation culturelle de Bahia. Il détournait l'argent destiné au développement culturel du quartier. Il a porté plainte au commissariat de police et j'ai été convoquée. A ce moment, je me suis sentie en danger. J'avais peur des représailles.

Deux solutions s'offraient à moi : soit je restais et me battais jusqu'au bout, malgré les menaces de mort ; soit je partais. Je me suis résignée à partir en 1988. J'étais une militante révoltée. Je voulais me battre pour la liberté et permettre à tous ceux qui n'en ont pas les moyens d'accéder à la culture.

Entre temps, j'ai rencontré mon mari, venu au Brésil dans le cadre d'un séjour culturel. Il a vécu un an dans une famille d'accueil. Il devait retourner en France pour terminer ses études. J'étais enceinte. Nous nous sommes mariés dans mon pays et avons décidé d'aller vivre en France.

Je suis revenue dans la favela en 1991 : le ciné-théâtre était en ruine. Tout avait été pillé : les murs, les briques et même les robinets... Rien n'a été fait depuis. Le ciné-théâtre est laissé à l'abandon.

## **La vie en France**

Arrivée en France en 1988, j'ai d'abord vécu dans la petite ville de Cognac pendant un an. Ensuite, je suis partie à Poitiers. J'y ai habité sept ans. C'est une petite ville calme, moins dynamique que Bahia. J'y ai vécu très « sagement », élevant mes enfants et suivant des études de langues étrangères.

Un jour, j'ai décidé de me rendre à Rennes. J'avais choisi la ville au hasard : je trouvais que son nom sonnait bien... J'ai fait un aller-retour pour la visiter avec mon mari. Et nous nous y sommes installés trois semaines plus tard. C'était en 1999.

Nous avons d'abord habité dans le Sud de la ville, dans un appartement du quartier Italie. On s'y plaisait bien. L'ambiance était bonne. Ensuite, nous avons déménagé à la campagne car nous voulions que nos enfants vivent au contact de la nature. Nous recherchions une autre qualité de vie. Nous avons donc racheté une vieille maison où tout était à refaire.

Passer de la favela à la France ne fut pas un choc pour moi car le théâtre m'avait déjà donné accès à une autre vie. Quand nous partions en tournée, je découvrais autre chose que mon quartier. En ville, ceux qui ont de l'argent ont un niveau de vie proche de celui des Français.

Quand je suis arrivée ici, une chose m'a frappée : d'une situation où je n'avais jamais un sou en poche, je passais à un mode de vie où l'on peut tout avoir. Au début, j'étais en admiration. Je n'avais pas d'efforts à faire pour manger. En revanche, j'ai travaillé dur pour apprendre la langue.

## **La communauté brésilienne**

La communauté brésilienne est très présente à Rennes. Elle est surtout composée de femmes mariées à des Français.

Quand je suis arrivée à Rennes, j'ai fait leur connaissance. Il n'y avait

pas d'association représentative du Brésil. En compagnie de ces femmes brésiliennes, nous avons eu envie de faire découvrir notre culture aux Rennais. J'ai suggéré l'idée de créer une association, dont j'ai rédigé le projet. C'est ainsi que nous avons fondé Brasil no feminino, en 2000.

L'objectif était de promouvoir la culture brésilienne, de créer des liens et de développer la convivialité. J'y croyais. Cela me tenait à cœur. Hélas, l'association n'a pas bien fonctionné. Je voulais en priorité développer des projets culturels et sociaux alors que d'autres membres souhaitaient privilégier davantage l'aspect convivial et festif de l'association. J'avais d'autres ambitions, alors je suis partie.

J'ai eu beaucoup de chagrin à quitter Brasil no feminino. Mais ceci m'a permis de créer une autre association, Mascarade. Elle est tournée vers les autres cultures du monde, sur lesquelles elle porte un regard plus élargi.

Je regrette le communautarisme, très fort chez les Brésiliens. Comme si nous avions une visière devant les yeux, qui nous empêcherait de nous intéresser aux autres cultures... Je trouve que c'est dangereux. Cela ne permet pas d'avancer. Aujourd'hui, je ne veux plus nouer de liens avec la communauté brésilienne. Celle-ci couve une forme de racisme alors que nous devrions au contraire rester soudés.

Toutes les femmes viennent des quartiers pauvres du Brésil. Comme moi, elles sont parties pour mener une vie meilleure. Elles n'ont pas toutes le même statut social en France. Certaines ont mieux réussi, avec plus de chance. Celles-ci vivent dans des maisons alors que d'autres habitent des appartements dans les quartiers alentours. Ces différences créent des tensions et de la jalousie, jusqu'à une forme de « racisme » : celles qui ont un niveau de vie confortable aujourd'hui renient celles qui vivent plus modestement.

Cette situation me rappelle le Brésil où la ségrégation sociale est très forte. Entre riches et pauvres, on ne se mélange pas. Si un homme riche se marie avec une fille des favelas, il est déshonoré et rejeté par sa famille. Nous avons toutes subi ces injustices au Brésil, mais certaines les reproduisent au sein de la communauté en France, en réintroduisant de la différence.

Ces femmes ont développé un complexe de supériorité.

Au sein de l'association Brasil no femino, les réunions s'organisaient toujours chez certaines d'entre nous. Un jour, une femme a voulu organiser la réunion chez elle, dans son appartement, au sud de Rennes. A la dernière minute, une autre femme a proposé de l'organiser dans sa maison. Il faisait beau, il y avait un jardin. Tout le monde y est allé. Le cadre était plus important que la réunion elle-même ! Les apparences l'emportent sur tout le reste. Quand j'ai déménagé à la campagne, on s'est d'ailleurs moqué de moi parce que j'avais acheté une ruine dans un village de 400 habitants, sans rien autour. L'une de ces femmes a même dit que le lieu où j'avais choisi de vivre était un endroit pour les « dingues ».

Pour moi, ces Brésiliennes essaient de ressembler aux Françaises. Elles jouent à être comme elles. Elles ne cherchent pas à vivre comme elles sont. Ce qui compte, c'est le paraître. Beaucoup renient leur culture, leur nom de famille et leurs origines pauvres parce qu'elles ont honte de dire qu'elles viennent d'une favela. Moi, je ne suis pas d'accord. J'assume ce problème et je le dénonce.

J'aurais pu me sentir très seule et isolée en quittant Brasil no feminino. Mais quand j'étais à Poitiers, il n'existait pas de communauté brésilienne. J'avais déjà dû apprendre à vivre seule, sans la communauté. J'avais appris à ne vivre qu'avec des Français et à développer des contacts.



La situation est différente pour ces femmes qui sont arrivées directement à Rennes. La communauté était déjà présente. Le problème, c'est qu'elles subissent la pression de certaines d'entre elles et se replient sur la communauté par peur de rester seules.

## L'intégration en France

J'ai eu la chance d'arriver en France avec un statut : j'étais mariée, donc protégée. Mais si je suis Française par les liens du mariage, je me considère Brésilienne. J'ai reçue cette culture depuis ma naissance. Elle fait d'autant plus partie de moi que je suis arrivée en France à l'âge de 24 ans. Je ne pouvais donc pas oublier mes racines, mon éducation ni ma culture.

J'ai été obligée de demander la nationalité française pour avoir des droits : voter, passer les concours de la fonction publique...

Cela ne me dérange pas que l'on ne s'intéresse pas à mon pays, ni à ma culture. Je peux le comprendre. En revanche, je trouve choquant qu'un Français ne connaisse pas bien les Dom-Tom alors que ce sont des départements « colonisés », qui ont grandi avec la culture française. En discutant avec certaines personnes, j'étais étonnée d'apprendre qu'elles ne connaissaient pas certains produits, ni la cuisine locale des Dom-Tom. Les Guadeloupéens et les Martiniquais sont la France. Pourtant, j'ai l'impression qu'ils ne sont pas reconnus comme Français.

Dans un pays comme la France, tu ne peux pas trouver ta place si tu n'es pas considéré. Pour ma part, je suis juste Française par les papiers : cela ne me gêne pas qu'on ne m'accepte pas comme Française. Mais à la place des Guadeloupéens ou des Martiniquais, il serait douloureux de penser que je suis Française par ma culture, mais que l'on ne m'accepte pas comme telle à cause de la couleur de ma peau.

En France, on ne se sentira jamais intégré parce que ce n'est pas vraiment souhaité. La mentalité française n'est pas portée sur l'ouverture. Elle ne s'intéresse pas à la culture des autres. A mon avis, c'est ce qui renforce le communautarisme.

Sur le marché, j'observe que les gens restent beaucoup entre eux, dans leur communauté. C'est le cas des Turcs ou des Cambodgiens, par exemple. Il faut un esprit très ouvert pour aller vers l'autre : quand on a quitté son pays, on devient fragile et donc, susceptible. Pour s'intégrer, il faut que l'on sente ce désir d'ouverture chez l'autre. Quand on essaie deux, trois, quatre ou cinq fois, en vain... Il arrive un moment où l'on baisse les bras. Alors, on se referme sur sa communauté ou l'on reste isolé si l'on ne s'entend plus avec les siens.

Je ne me suis pas vraiment sentie accueillie par les Français. A mon avis, il existe en France ce que j'appelle une misère existentielle - la tête - et au Brésil, une misère matérielle - le ventre.

Ici, on s'inscrit dans un système individualiste. Chacun se protège. On n'a pas besoin de l'autre. Ce n'est qu'en cas de catastrophe que l'on se regroupe, que l'on devient plus solidaire. Au Brésil, c'est plus ouvert. On n'a pas le même rapport aux choses matérielles et à l'individu en général. Dans tous les pays du Sud, on retrouve cette ouverture parce qu'il n'existe pas que l'argent, ni la profusion de biens matériels, comme ici.

Dans mon pays, il y a aussi ces problèmes. Certains se comportent comme des Français mais ils ne sont pas majoritaires. Ils se parlent et sont plus spontanés dans leurs comportements. Les rapports sont détendus et pas aussi conventionnels qu'en France. Ici, quand on veut manger chez quelqu'un, il faut appeler et fixer une date. Je me souviens avoir été surprise que l'on ne m'invite que pour prendre l'apéritif... Je trouvais la chose bizarre. Quand on invite quelqu'un au Brésil, c'est pour manger et discuter, pas seulement pour l'apéro !

C'est à ce moment que j'ai senti qu'il existait une frontière entre ma culture et la culture française. Par principe, je ne veux plus que l'on m'appelle seulement pour l'apéro.

Il existe beaucoup de différences entre la France et le Brésil. Et elles ne sont pas toujours faciles à accepter. La notion d'amitié n'est pas la même, par exemple.

Dans les autres villes françaises où j'ai habité, je n'ai pas réussi à conserver de vraies amitiés. Depuis que nous avons quitté Poitiers, nous n'avons plus de nouvelles de nos amis. Même mon mari ne revoit pas ses copains d'enfance, ni de lycée. Alors que j'ai gardé contact avec tous mes amis au Brésil!

Même sans MSN, on se débrouillait toujours pour s'écrire ou se téléphoner. D'ailleurs, on se téléphone encore une fois par mois. Plusieurs fois, ils ont pris l'avion pour venir me voir en France. Quand je reviens au Brésil, ils sont toujours là pour m'accueillir.

En France je n'ai jamais accepté que ceux que je considérais comme mes amis ne m'appellent pas quand je les relançais. Je ne comprends pas. Il faut croire que c'est ainsi que l'on fonctionne en France!

## **L'intégration familiale**

Ma famille n'a pas été inquiète que j'épouse un Français. Chez nous, on a l'habitude des migrations. Le métissage des deux cultures a été bien accepté. En revanche, j'ai été difficilement accueillie par ma belle-famille.

J'étais étrangère et noire. Je venais des favelas. Ma situation et ma différence ont suscité des réticences de leur part. Toutefois, je n'irais pas jusqu'à dire que les membres de ma belle-famille étaient racistes. Je parlerais plutôt de résistance et d'ignorance. On ne voulait pas de moi. Je n'avais pas ma place dans la famille. Leurs réflexions me ramenaient à ma condition. C'était souvent des plaisanteries de mauvais goût, quoique

pas méchantes dans le fond. Un jour, alors que je repartais au Brésil avec ma fille de deux ans, ma belle-sœur lui a demandé en rigolant si elle allait manger des cafards là-bas. Le Brésil est un pays pauvre, mais on ne mange quand même pas n'importe quoi!

Pour me faire accepter, j'ai dû faire mes preuves, leur parler de ma vie dans la favela afin que cette peur de l'étranger s'estompe, qu'ils me comprennent. Il faut du temps pour que les choses se décoincient, il faut être patient. Aujourd'hui, ça se passe mieux. On s'est habitué à moi. Pour intégrer le cercle familial, j'ai dû être assez forte pour les comprendre et les confronter à leur ignorance.

## **Ma famille**

J'ai deux enfants : un garçon de 18 ans, Quentin, et une fille de 14 ans, Lais. J'ai choisi de donner un nom français et un nom brésilien à mes enfants parce que deux nationalités composent la famille. Alors, on fait moitié-moitié! Contrairement aux Brésiliennes qui n'ont donné que des prénoms français à leurs enfants, je ne veux pas renier ma culture. Je veux la faire exister. Chez moi, je vis d'ailleurs comme au Brésil. Je cuisine brésilien, j'écoute de la musique brésilienne. Je ne penche ni complètement d'un côté, ni de l'autre concernant ma double culture, mais il est important que les deux soient présents dans la famille. Les enfants sont bilingues et entendent régulièrement parler brésilien à la maison. Ils connaissent le Brésil parce qu'il est présent à la maison, mais aussi parce qu'ils y sont déjà allés trois fois avec moi pour rendre visite à ma famille, à Alagados.

Je travaille comme commerçante sur les marchés du Blosne et de Sainte-Thérèse, où je vends des bijoux fantaisie. En parallèle, j'interviens aussi en qualité de vacataire dans les collèges et lycées, ainsi qu'en tant qu'enseignante en théâtre forum, sur le campus de Ker Lann.

## La vie associative

Actuellement, je suis présidente depuis quatre ans de l'association Mascarade, dont je suis l'une des membres fondateurs.

Avant de créer Mascarade, j'animais des ateliers de théâtre à la MJC Bréquigny, avec mon groupe de théâtre, le groupe théâtral Mascarade. Nous avons mené cette expérience pendant plusieurs années. Il nous fallait fonder une association pour construire des projets, être mieux représentés, demander des subventions, bref... exister. En 2002, nous avons donc fondé l'association.

J'étais motivée pour créer Mascarade parce que j'avais la volonté de poursuivre le travail développé au Brésil. J'avais interrompu cette activité pour une question de disponibilité et pour élever mes enfants.

Le nom Mascarade fait référence aux masques que l'on porte au théâtre, mais également à ce qui relève du vrai ou du faux: l'image du masque est révélatrice de la difficulté pour l'individu à se définir et à réaliser ses projets. Pour le logo, nous avons choisi trois masques qui se trouvent chez moi, dans la salle de bain.

Au départ, l'association était tournée vers le théâtre. Petit à petit, elle a évolué vers des projets sociaux et interculturels afin de permettre à des personnes de différentes origines d'y participer. Nous proposons des ateliers d'écriture et de théâtre forum, mais peu de personnes étrangères y sont inscrites pour l'instant.

Mascarade organise aussi des cafés interculturels avec l'objectif de créer du lien entre les gens et les cultures. L'idée a émergé après avoir dressé le constat que la France était un pays un peu tristounet. On reste beaucoup chez soi devant la télévision, seul à la maison, alors qu'il y a des tas de choses à faire à l'extérieur.

L'objectif du café interculturel est de se retrouver tous les trois mois dans un espace où l'on peut s'exprimer, se rencontrer et découvrir l'autre. Ouverts à tous, ces cafés offrent à chacun l'occasion de venir s'exprimer et de faire connaître ses talents. Chacun ramène ce qu'il veut: un objet, un poème, de la musique... C'est une sorte d'atelier d'échange de savoirs où l'on peut montrer ce que l'on aime, ce que l'on sait faire et partager ses connaissances sur son pays d'origine.

Nous avons déjà animé plusieurs cafés sur les thèmes de la musique, de la poésie, des enfants et de la cuisine. Dans le cadre de « Convergences culturelles », nous nous sommes intéressés aux histoires de vie et à la notion du temps, ce qu'il représente et ce que l'on en fait.

Le prochain café interculturel aura pour thème le jeu. Il permettra de faire découvrir des jeux de différentes cultures. L'idée m'est venue parce que mes enfants me disent souvent qu'ils s'ennuient. Or en France, il existe une grande variété de jeux pour s'amuser! Quand j'étais petite, je ne m'ennuyais jamais. Je n'avais rien mais j'inventais des histoires avec des bouts de bois. Je faisais marcher ma créativité. Je ne me rappelle pas avoir ressenti l'ennui.

Depuis cinq ans, nous avons également mis en place un atelier « Cuisines du monde », qui marche plutôt bien. Monsieur le Maire s'est déjà rendu à l'un de nos ateliers... Organisés tous les quinze jours, on peut y apprendre à cuisiner des plats d'autres pays, avant de les déguster. À chaque fois, c'est un pays différent qui vient cuisiner. Le but est de faire découvrir différents produits du monde et d'apprendre à s'en servir.

J'ai en effet remarqué que beaucoup de gens étaient très ignorants des produits exotiques. Je trouve ça grave. Je pense que cette méconnaissance révèle un réel problème culturel et un manque d'ouverture par rapport à la culture d'autres pays. La France est un pays métissé. De ce fait, je trouve qu'il est important de pouvoir intégrer des plats de la

Réunion, de la Martinique, etc. à la cuisine française. Les ateliers cuisine sont un biais facile pour découvrir la culture de l'autre, échanger et parler de soi. Ils sont un moment de partage dans un cadre convivial.

Enfin, nous réalisons un parrainage avec le Brésil en apportant notre aide à 60 petites filles noires, qui vivent dans la misère, afin qu'elles puissent s'insérer dans la société par l'éducation. Les projets que nous réalisons au sein de l'association sont financés avec un peu d'argent personnel et les revenus tirés des ateliers « Cuisines du monde ». Ce sont des bénévoles qui font vivre l'association, mais il est difficile de compter sur leur participation régulière.

Je trouve qu'il existe une bonne entente dans le réseau associatif, même si prévaut un peu d'hypocrisie. Le fonctionnement des associations est sympathique mais on participe peu aux activités des uns et des autres. Il n'y a pas beaucoup d'échanges. Quand il y en a, c'est très artificiel.

A Mascarade, on travaille beaucoup avec la maison de Suède, la MJC Bréquigny - qui m'a très bien accueillie -, l'UAIR et plusieurs personnes de la ville de Rennes. Depuis deux ans, on travaille aussi avec la direction de quartier Sud-Ouest. Dans l'ensemble, ça se passe bien parce que je suis sérieuse et que je ne triche pas.

## **Le racisme**

Mon fils Quentin a beaucoup souffert du racisme, surtout à Poitiers car c'est une ville moins ouverte que Rennes. Un jour, il a fait une bêtise à l'école primaire. La maîtresse l'a alors fait monter sur une chaise pour se tenir pendant plusieurs minutes sur un seul pied. Quentin nous a rapporté ce qui s'était passé. Nous sommes venus voir la maîtresse pour demander des explications. Elle nous a simplement répondu qu'elle avait le droit d'agir ainsi. Nous avons ouvert une procédure auprès du rectorat.

Aujourd'hui, je me demande encore s'il se serait passé la même chose avec un autre enfant.

Pour ma fille, il n'y a pas eu de problème. Quelquefois, on l'appelait bien « couleur caca » à cause de sa peau colorée... Mais je n'ai pas l'impression qu'elle ait subi le racisme comme son frère.

En ce qui me concerne, je ne sais pas si l'on peut vraiment parler de racisme. Quand je venais chercher mes enfants à l'école, par exemple, je disais bonjour aux parents mais ils ne me répondaient pas. Je ne sais pas si leur réaction était liée au fait que je sois Brésilienne ou parce qu'ils se connaissaient bien entre eux, formant déjà un petit groupe. Récemment, j'ai rencontré dans une réunion un père péruvien à qui il est arrivé la même chose.

## **Les perspectives d'avenir**

Je souhaite pouvoir encore bâtir des projets, vivre libre et faire ce que j'ai envie. Je pense retourner vivre au Brésil pour travailler dans le secteur social et culturel. Je sais tout faire et je n'aurai pas de problème à retrouver un travail. Je n'ai pas peur.

La Bretagne restera mon port d'attache en France.



## Remerciements

Le projet de « Mallette ressources interculturelles » est né au sein de la « Commission éducation plurielle à l'école », instance issue du « Comité consultatif des Rennais d'origine étrangère » créé par la Ville de Rennes en novembre 2001.

Outil ressources à usage du personnel éducatif et associatif, elle est destinée aux enfants de huit à douze ans et comprend un certain nombre de supports d'information sur le thème de l'interculturel : panneaux d'exposition, ouvrages, CD Rom, jeux, recettes de cuisine et ces « parcours de vie », rassemblés dans le tome 1 et aujourd'hui le tome 2 de ce livre.

Plus précisément, ce projet, initié par l'Union des Associations Interculturelles de Rennes (UAIR) a été mis en œuvre par cette commission.

Pour le tome 2 de ce recueil, il convient de remercier plus spécifiquement les associations suivantes :

- UAIR (Union des Associations Interculturelles de Rennes)
- AKIV (Association Khmère d'Ille-et-Vilaine)
- ACBB (Association Culturelle des Berbères de Bretagne)
- AFIB ( Association Franco Iranienne de Bretagne)
- ArMAURE Bretagne Maroc
- Associations LALE
- et AETTR (Association d'Entraide des Travailleurs Turcs de Rennes)
- Comité Tchétchénie d'Ille-et-Vilaine
- Association MASCARADE

Remerciements aussi aux jeunes rédacteurs :

- Amélie CADEAU
- Cécile CHIEFAR
- Claire LAURENT
- Khema CAGNIART
- Marjolaine CHARTIN
- Marjorie POËNCES
- Rachelle BILLET
- Sineath SOEUNG
- Sokvisna UON
- Sylvaine BESNIER

Remerciements sincères à Louis Cagniard, coordinateur de ce projet.

Édition Ville de Rennes  
Direction générale de l'information et de la communication  
ISBN : 2-906087-57-2  
Conception et mise en page : Studio Bigot  
Visuel de couverture : Mariano Otero  
Imprimé chez Chat Noir Impressions  
Décembre 2007.

